

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DE LA

RESPONSABILITÉ ENCOURUE

EN MATIÈRE D'ACTES ACCOMPLIS

PAR ORDRE OU AVEC AUTORISATION DE JUSTICE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le Mardi 20 Novembre 1923, à 2 heures

PAR

Gaston FERRAND

Président : M. PIEDELIEVRE, professeur

Suffragants : } MM. HUGUENEY, professeur
JULLIOT DE LA MORANDIÈRE, chargé de cours

PARIS

JOUVE ET C^{ie}. ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

1923

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DE LA

RESPONSABILITÉ ENCOURUE

EN MATIÈRE D'ACTES ACCOMPLIS
PAR ORDRE OU AVEC AUTORISATION DE JUSTICE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le Mardi 20 Novembre 1923, à 2 heures

PAR

Gaston FERRAND

Président : M. PIEDELIEVRE, professeur

Suffragants : { MM. HUGUENEY, professeur
JULLIOT DE LA MORANDIÈRE, chargé de cours

PARIS

JOUVE ET C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

1923

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses: ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



DE LA

RESPONSABILITÉ ENCOURUE

EN MATIÈRE D'ACTES ACCOMPLIS
PAR ORDRE OU AVEC AUTORISATION DE JUSTICE

INTRODUCTION

Les décisions judiciaires, soit qu'elles contiennent un ordre, soit qu'elles se bornent à octroyer une autorisation, émanent de la Puissance publique en principe irresponsable. Celui qui exécute un tel ordre ou agit en vertu d'une telle autorisation, peut, à première vue, paraître couvert par l'un ou par l'autre. Sans doute sa responsabilité sera reconnue s'il exécute mal l'ordre reçu, s'il excède les limites de l'autorisation donnée et cause ainsi un dommage à autrui. Mais ces hypothèses mises à part, on serait tenté de dire que le citoyen agit impunément, garanti par la Justice au nom de laquelle il lui sera permis de repousser éventuellement l'action en indemnité dirigée contre lui. Une affirmation aussi instinctive ne saurait satisfaire ni le logicien, ni le jurisconsulte.

La question que nous abordons n'a encore fait

l'objet d'aucun travail d'ensemble. Elle a cependant été posée devant les tribunaux. Un certain nombre de jugements et d'arrêts l'ont tranchée dans des sens différents et qui sembleraient contradictoires, si l'on ne cherchait à les expliquer en les rattachant à des idées générales. L'œuvre nécessaire de la synthèse et de la critique doctrinales n'a pas été accomplie en cette matière, nous voudrions la tenter.

L'énoncé même du problème pose le conflit de deux grands principes également indispensables à l'ordre public : celui de l'autorité de la justice, celui de la responsabilité de la personne pour les dommages qu'elle cause par sa faute.

La Justice doit être obéie et jouir dans la nation du plus grand prestige possible. L'application de cette première idée si elle était considérée isolément tendrait à faire regarder comme absolument irresponsable celui qui agit en vertu d'un ordre ou d'une autorisation judiciaire.

Mais on se rend compte bien vite que cette idée ne saurait être poussée jusqu'à ses extrêmes conséquences logiques sans danger pour la bonne harmonie de la société.

L'équité et la loi exigent que chacun réponde du préjudice qu'il occasionne par sa faute à autrui. L'autorisation du juge et même parfois son ordre, ne laissent-ils pas à l'individu une certaine initiative qui ouvre carrière à sa responsabilité ?

On voit que cette étude poursuit une conciliation entre le principe de l'autorité du pouvoir judiciaire et celui de la responsabilité individuelle. Il s'agit de savoir dans quelle mesure chacun d'eux doit être respectivement appliqué.

Quelles sont les limites de la responsabilité de l'individu ? Cette question n'a été examinée jusqu'ici que du point de vue des notions comparées de la faute et du risque. Traditionnellement on admettait que la responsabilité cessait avec la faute qui, seule, pouvait l'engendrer. De nouvelles conceptions doctrinales et jurisprudentielles ont essayé de baser la responsabilité, non plus sur une idée de faute, ainsi que semblent le vouloir le Code et la raison, mais sur l'idée de risque et, notamment, sur le fait de la détention de l'objet cause de l'accident. Les limites de la responsabilité se trouvaient ainsi reculées.

Mais il ne semble pas qu'on se soit attaché jusqu'ici à la détermination du champ de la responsabilité civile sous l'aspect des rapports de l'individu et du pouvoir judiciaire.

Aperçu sous cet angle le problème ne met plus en présence et en opposition les idées de faute et de risques ; il fait jouer seulement la notion de faute sur laquelle il projette un jour particulièrement nouveau.

Il n'est plus besoin d'insister sur l'intérêt théorique du travail que nous entreprenons. Pratique-

ment l'analyse des espèces pourra mettre en garde contre l'exécution servile de toute décision de justice, quelle qu'elle soit ; elle montrera que le justiciable n'est pas toujours couvert par le mandat du juge et que celui-ci ne peut effacer l'article 1382 du Code civil.

Le mandat dont il s'agit est facultatif ou impératif. Le juge autorise ou ordonne. Cette distinction fondamentale dicte le plan de nos développements.

Nous étudierons : dans une première partie la situation de l'individu autorisé par justice et, dans une deuxième partie, celle de l'individu agissant par ordre de justice.

PREMIÈRE PARTIE

La question de la responsabilité en cas d'accomplissement d'un acte avec autorisation de justice

L'idée même d'autorisation semble nous engager dans la voie d'une solution rationnelle. Autoriser n'est pas commander. Il apparaît immédiatement que l'individu autorisé par justice n'est pas obligé de profiter de la faculté à lui accordée. Si donc il s'abstient, il n'encourt aucune responsabilité pour défaut d'exécution d'un acte qu'il n'avait nullement le devoir d'exécuter. Sera-t-il encore responsable dans l'hypothèse inverse, c'est-à-dire s'il use de l'autorisation donnée ?

Considérons les effets de l'autorisation dans les rapports entre particuliers.

Une personne qui agit avec l'autorisation d'une autre, par exemple la femme mariée avec l'autorisation de son mari n'est pas dégagée de la responsabilité qu'elle peut encourir par application des articles 1382 et suivants du Code civil, en accomplissant l'acte autorisé.

Va-t-il en être de même ou autrement si, sortant du domaine du droit privé, pour aborder celui du droit public, nous sommes en présence d'un individu autorisé par le juge représentant la Puissance publique et parlant en son nom ?

Ne semble-t-il pas qu'on doive dès l'abord se prononcer dans le sens de la responsabilité, si l'on rappelle que la femme autorisée par justice, à défaut d'autorisation maritale, demeure responsable, notwithstanding cette autorisation, des conséquences nuisibles pour les tiers de son acte ? Nul n'a jamais contesté cette solution que les principes du droit et de la logique placent au-dessus de toute controverse.

L'épouse autorisée n'en agit pas moins personnellement. La circonstance voulant que l'autorisation émane de justice ne l'empêche pas de répondre, le cas échéant, de son acte essentiellement personnel et qui conserve ce caractère aussi clairement que s'il avait été autorisé par le mari. Quelle que soit la qualité de celui qui autorise, la personnalité de l'acte, élément générateur de la responsabilité, subsiste. Le motif de la solution dont il s'agit n'indique-t-il pas que celle-ci doit être généralisée et ne convient-il pas dès lors de poser en principe que, de même que la femme mariée, toute personne qui use d'une autorisation de justice agit de son propre chef, à ses risques et périls et s'expose à la responsabilité dans les termes de droit commun ?

Il faut cependant serrer le problème de plus près, connaître les circonstances qui l'on fait naître et se demander s'il n'y aurait pas dans celles-ci quelque élément de nature à faire échec à la conclusion théorique qui vient d'être formulée.

Nous allons donc rechercher :

- 1° Quelle est, à cet égard, la jurisprudence ;
- 2° Quelle appréciation mérite cette jurisprudence.

CHAPITRE PREMIER

LA JURISPRUDENCE

La question de la responsabilité en cas d'accomplissement d'un acte autorisé judiciairement s'est présentée en jurisprudence dans deux catégories d'hypothèses.

En premier lieu les tribunaux ont eu à statuer sur le point de savoir si des officiers ministériels sont responsables, lorsqu'ils empiètent avec autorisation de justice sur les attributions d'autres officiers ministériels et touchent des honoraires que ceux-ci auraient dû normalement percevoir.

En second lieu les tribunaux ont eu à se prononcer dans le cas de saisie-arrêt abusivement pratiquée avec autorisation de justice.

Or la jurisprudence a admis que le bénéficiaire de l'autorisation reste, malgré l'octroi de celle-ci, responsable des conséquences dommageables de son acte.

L'analyse des arrêts va nous montrer quel est dans les deux catégories d'hypothèses envisagées, le principe de la responsabilité ; quelles sont les conditions

de cette responsabilité ; comment enfin s'opère l'évaluation de l'indemnité de réparation.

1. — Première série d'espèces : officiers ministériels empiétant sur les attributions d'autres officiers ministériels

La compétence des officiers ministériels est délimitée par des textes. Un officier ministériel qui outre-passe ses attributions et empiète sur celles d'un autre, s'arroge une autorité qu'il n'a pas reçue des pouvoirs publics, il commet ainsi une faute qui, non seulement peut être punie disciplinairement mais encore l'oblige à réparation envers celui auquel il a porté préjudice.

Mais que décider si l'officier ministériel en agissant de cette sorte, invoque une autorisation de justice ?

Le tribunal de Lyon par jugement du 16 février 1894 (*Moniteur judiciaire de Lyon* du 23 mars 1894) a décidé qu'un notaire qui a, en vertu d'une ordonnance sur requête, procédé à la vente aux enchères d'un fonds de commerce dont la vente aurait dû être faite par un commissaire-priseur, ne doit pas de dommages-intérêts à ce dernier.

Ce jugement s'est appuyé sur le fait que le président du tribunal de Lyon ayant commis le notaire à l'effet de procéder à la vente, était compétent pour rendre cette ordonnance et qu'aux termes de l'ar-

ticle 3 de la loi du 25 ventôse an XI, les notaires sont tenus de prêter leur ministère quand ils en sont légalement requis ; en sorte que, seul, un refus d'exécuter aurait pu entraîner des peines disciplinaires pour le notaire et même des dommages-intérêts envers les clients, si ceux-ci avaient éprouvé un préjudice en raison de ce refus.

Mais cette décision est demeurée isolée. Les Cours d'appel et la Cour de cassation ont constamment statué dans le sens de la possibilité d'existence de la responsabilité.

Un arrêt de la Cour de Paris du 17 août 1847 (*Journal des commissaires-priseurs*, 1847.1.190) attribue dans une espèce analogue, des dommages-intérêts au commissaire-priseur.

La Cour d'appel de Rouen adopte la même solution dans un arrêt du 15 avril 1861 (Sirey 1863.1.102), le dit arrêt d'ailleurs cassé le 18 novembre 1862 pour des motifs étrangers à l'objet de cette étude.

Il s'agissait en l'espèce d'un conflit d'attributions entre courtiers de commerce et commissaires-priseurs, relativement à une vente de marchandises.

Par jugement du Tribunal de commerce du Havre du 17 février 1860 une compagnie d'assurances s'était fait autoriser à vendre publiquement et par le ministère d'un courtier de commerce, des marchandises provenant d'un navire sinistré. Les commissaires-priseurs du Havre qui avaient formé opposi-

tion préalable à cette vente, firent assigner le courtier devant le tribunal civil du Havre en raison de l'empiètement commis par lui sur leurs attributions ils furent déboutés par jugement du 5 juillet 1860, mais la Cour de Rouen conclut à la responsabilité du courtier, bien que celui-ci se soit retranché derrière le mandat de justice qu'il avait reçu.

Attendu, dit en substance cet arrêt, que le jugement du tribunal de commerce se bornant à donner l'autorisation demandée et laissant toute liberté d'agir au courtier, ne renferme aucune injonction et que, rendue sur requête, l'autorisation octroyée ne peut être opposable aux tiers intéressés.

Enfin nous trouvons deux arrêts de la Cour de cassation le premier du 17 novembre 1862 (Sirey 1863.1.100) et le deuxième du 11 février 1863 (Sirey 1863.1.103).

Dans la première espèce, il s'agissait d'une vente de navires aux enchères publiques après faillite. Cette vente ayant été opérée par un courtier de commerce en vertu d'une ordonnance du juge commissaire et d'un jugement du tribunal de commerce du Havre du 17 mars 1860, les avoués de cette ville assignèrent le syndic de la faillite et le courtier devant le tribunal civil du Havre, ces derniers furent condamnés à 700 francs de dommages-intérêts.

Après un incident de procédure étranger à notre question, le litige fut porté devant la Cour suprême.

Le premier moyen du pourvoi s'appuyait sur l'excès de pouvoir commis par le tribunal qui, en condamnant le courtier à des dommages-intérêts pour avoir procédé à une vente dont il avait été chargé par justice, avait par cela même infirmé des décisions judiciaires qui ne pouvaient tomber sous son appréciation.

Rejetant ce moyen, la Cour de cassation déclare que l'officier ministériel coupable d'empiètement sur les attributions d'autres fonctionnaires, n'est pas couvert par l'autorisation de justice qu'il a pu recevoir à cet effet et qu'il est passible de dommages-intérêts, l'autorisation qu'il a reçue ne pouvant être opposée par lui comme ayant l'autorité de la chose jugée.

Dans la deuxième espèce il s'agissait d'une vente aux enchères publiques et par sortes de marchandises, de matériaux provenant du doublage et du gréement d'un navire ; cette vente ayant été opérée par un courtier de commerce en vertu d'un jugement du tribunal de commerce du Havre, les commissaires-priseurs formèrent une demande de dommages-intérêts contre ce courtier.

Le tribunal civil du Havre par jugement du 19 juillet 1861 fit droit à cette demande en se basant sur des motifs analogues à ceux de l'arrêt de la Cour de Rouen du 15 avril 1861 précité, savoir, que le jugement du tribunal de commerce ne contenait aucun

commandement, aucune injonction, à l'égard du courtier qui aurait dû refuser son concours à l'acte qui lui était demandé si celui-ci était un empiètement sur les attributions d'autres officiers ministériels.

Le courtier s'étant pourvu en cassation en invoquant un premier moyen tiré d'excès de pouvoir pour fausse application des articles 1350 et 1351 du Code Napoléon et violation des articles 2 et 5 de la loi du 25 juin 1841, ce moyen fut, comme dans la première espèce, rejeté par la Cour de cassation, pour défaut d'autorité de la chose jugée à l'égard des réclamants, de l'autorisation sur requête octroyée au courtier.

Ainsi dans les deux espèces que nous venons d'analyser, la Cour de cassation motive sa décision concluant à la responsabilité de l'officier ministériel commis à tort, par l'idée que l'autorisation de justice n'acquiert pas l'autorité de chose jugée.

Dépourvus de l'autorité de la chose jugée, l'ordonnance ou le jugement portant commission ne peuvent être opposés aux tiers et l'individu commis se trouve seul en face des personnes auxquelles il a été causé préjudice.

La Cour de cassation et la Cour de Paris ont d'ailleurs reproduit cet argument dans les deux arrêts suivants.

Un notaire est commis par le tribunal civil d'Auch

à l'effet de surveiller les opérations d'une transaction relative à des biens de mineurs, ladite transaction ayant été autorisée par délibération du conseil de famille homologuée par le même jugement. L'officier ministériel reçoit l'acte de transaction sans se préoccuper du fait de sa nullité pour inobservation de l'article 467 du Code civil prescrivant l'avis préalable de trois jurisconsultes.

La Cour d'Agen par arrêt du 16 juin 1913 déclare nulle cette transaction et condamne le notaire au remboursement de tous honoraires frais et droits d'enregistrement dont le montant lui avait été remis à l'occasion de l'acte contenant transaction.

Il est curieux de constater ici que la Cour d'Agen avait refusé de voir aucune erreur à la charge du tribunal civil d'Auch en arguant que l'article 467 n'exigeait pas la production de l'avis de trois jurisconsultes avant la délibération du conseil de famille ni même avant le jugement d'homologation, en sorte que le notaire n'avait pas même l'excuse de s'être conformé au jugement pour son exécution.

La Cour de cassation par arrêt du 13 mars 1922 (*Gazette du Palais*, 1922.1.568 et *Revue trimestrielle du droit civil*, 1922, p. 626), rejette le pourvoi formé par le notaire qui, dans la deuxième branche de son unique moyen, se déclarait couvert par le jugement d'homologation ayant passé outre à la formalité prescrite par l'article 467.

« Attendu, dit cet arrêt, que l'homologation de la transaction n'a pas effacé le vice dont elle était entachée et que le jugement qui n'a statué sur aucun litige, n'était pas de nature à acquérir l'autorité de la chose jugée, que les transactions passées par le tuteur sans l'accomplissement de l'une ou l'autre des conditions prescrites par l'article 467 du Code civil peuvent être annulées dans l'intérêt des mineurs. »

La Cour de Paris, ayant eu à statuer sur la responsabilité encourue du fait d'un refus d'exécution d'une ordonnance de référé, nie toute autorité de chose jugée à l'égard du tiers commis et par suite dégage celui-ci de toute responsabilité des dommages causés par son refus (Paris, 17 janvier 1889 (Sirey, 1889.2.230).

II. — Deuxième série d'espèces :

Saisies-arrêts abusives

pratiquées avec autorisation de justice

Une jurisprudence constante décide qu'une partie ayant formé sans cause une saisie-arrêt, par exemple parce qu'elle n'est pas créancière, peut être condamnée en outre des dépens à des dommages-intérêts, si elle a porté préjudice au saisi (Nancy, 14 novembre 1894 (Dalloz, 1895.2.349) ; Req. 22 décembre 1897 (Dalloz, 1899.1.85) ; Civ., 23 mai 1900 (Dalloz, 1900.1.399).

Le saisissant est passible des mêmes peines si

la saisie-arrêt à laquelle il a procédé est faite pour une somme hors de proportion avec la créance pour sûreté de laquelle il agissait (Trib. civil de la Seine, 9 avril 1865 sous Req., 12 février 1868. Dalloz, 1868. 1. 74).

Mais peut-il y avoir abus de saisie-arrêt générateur de la responsabilité du saisissant si celui-ci, en l'absence de titre a pratiqué la saisie en vertu d'une permission du juge compétent dans les termes de l'article 558 du Code de procédure civile ?

Un jugement du tribunal civil de la Seine du 24 novembre 1921 (*Gazette du Palais*, 1922.1.24) a répondu par l'affirmative.

A la suite d'une vente sur échantillon, l'acheteur prétendant que la marchandise livrée et payée n'était pas conforme à l'échantillon fourni, avait, en vertu d'une ordonnance du président du tribunal civil de la Seine du 19 janvier 1920 formé saisies-arrêts entre les mains de diverses banques pour garantir le remboursement de son prix d'achat, soit environ 55.000 francs.

Le vendeur, après avoir obtenu main levée de ces saisies-arrêts par ordonnance de référé du 27 janvier 1920 confirmée par la Cour d'appel, assigne son acheteur en 200.000 francs de dommages intérêts à raison du préjudice à lui causé par la saisie pratiquée sans droit, car la vente n'ayant pas été résolue,

la prétendue créance de l'acheteur n'était ni certaine ni exigible.

La troisième Chambre du tribunal civil de la Seine conclut à la responsabilité du saisissant et le condamne à 2.000 francs de dommages-intérêts.

La même solution avait déjà été donnée par un arrêt de la Cour de Dijon du 12 mars 1874 (Sirey 1874.2.210) et par un arrêt de la Cour de Toulouse du 27 janvier 1898 (Sirey 1899.2.124).

Cette jurisprudence s'appuie sur le caractère purement gracieux des autorisations données qui ne sont, par suite, pas susceptibles d'acquérir l'autorité de chose jugée et ne peuvent couvrir la responsabilité de ceux qui les ont obtenues.

Comme nous l'avons déjà remarqué, le juge se borne à permettre un acte, l'individu autorisé conserve sa pleine liberté d'exécuter et n'agit donc qu'à ses risques et périls.

III. — Conditions de la responsabilité

Si nous examinons les jugements et arrêts précédemment analysés, ayant conclu à la responsabilité nonobstant l'autorisation de justice, nous voyons qu'ils n'admettent cette responsabilité que dans les termes de droit commun, il faut qu'il y ait à la fois faute et préjudice en résultant.

Un officier ministériel empiète-t-il sur les attribu-

tions d'autres fonctionnaires, ce fait par lui-même constitue une faute, puisque parmi les premiers devoirs de sa charge, figure celui de connaître exactement les limites de sa compétence et de ne pas les dépasser.

D'autre part cet empiètement cause un préjudice aux officiers ministériels, qui le subissent, car l'opération, ayant dû légalement être faite par leur entremise, devait leur rapporter des honoraires et cela se traduit pour eux par un manque à gagner.

Dans l'hypothèse de l'arrêt de la Cour d'Agen du 16 juin 1913 précité où nous sommes en présence d'un notaire ayant reçu un acte nul, la faute réside dans la méconnaissance de la loi et le préjudice causé est égal au montant de tous les frais et honoraires payés par les clients à l'occasion de cet acte.

De même dans les hypothèses de saisies-arrêts abusivement pratiquées, il est nécessaire qu'un dommage résulte pour le saisi de la faute du saisissant.

IV. — Evaluation de l'indemnité

La jurisprudence fixe le montant de l'indemnité conformément aux principes généraux ; cette indemnité est égale au préjudice causé.

Dans le cas d'empiètement l'officier ministériel

doit le remboursement des honoraires indûment perçus.

Dans le cas de saisie-arrêt abusive le saisissant est tenu au remboursement du préjudice causé et dans l'évaluation de ce préjudice il peut être tenu compte du préjudice moral.

En toute hypothèse il y a condamnation aux dépens.

CHAPITRE II

APPRÉCIATION DE LA JURISPRUDENCE

Il convient d'approuver la jurisprudence admettant la responsabilité de celui qui accomplit un acte avec autorisation de justice. L'autorisation en effet est une simple permission d'agir. Elle est autre chose qu'un commandement. Loin d'être lié par un devoir d'obéissance l'individu est libre d'agir ou de s'abstenir. Il fait donc un acte personnel dont il doit supporter les conséquences et il ne faut pas qu'il s'imagine contracter grâce à l'autorisation, une sorte d'assurance contre celles-ci.

La personnalité de l'acte, fondement de la responsabilité, subsiste, nous l'avons dit, quelle que soit la qualité de celui qui autorise. Aucune différence ne doit être faite, par conséquent, au point de vue qui nous occupe, entre la situation du particulier autorisé par un autre particulier (l'épouse par son mari par exemple) et celle d'une personne autorisée par justice.

Objecterait on que, s'il est vrai qu'autorisation et commandement sont des actes rationnellement et

juridiquement différents, il n'en est pas moins vrai que l'autorisation implique un certain contrôle. Or, poussant l'objection jusqu'à ses extrêmes conséquences logiques, on pourrait être tenté de puiser dans la nature spéciale du contrôle de justice un argument en faveur de la thèse de l'irresponsabilité. Un mari qui autorise sa femme exerce bien un contrôle, c'est-à-dire qu'il pèse les conséquences de l'acte qu'il permet. Mais peut-on assimiler le contrôle du mari malgré l'autorité que la loi lui confère, à celui du juge qui est, en quelque sorte, celui de la puissance publique elle-même ? Le second ne présente-t-il pas une garantie beaucoup plus grande que le premier ? Le consentement donné par le juge n'a-t-il pas une valeur supérieure au consentement donné par un citoyen quelconque ? N'y a-t-il pas là une considération propre à incliner le juriste vers la solution de l'irresponsabilité de celui qui agit sous le couvert d'une autorisation de justice ?

Ce raisonnement, s'il méritait d'être accueilli, prouverait trop, car il aboutirait à cette conclusion que la femme mariée responsable d'un acte déterminé quand elle l'accomplit avec l'autorisation maritale, devient irresponsable lorsqu'elle fait le même acte avec l'autorisation de justice. Conclusion si paradoxale qu'on ne trouverait aucun jurisconsulte pour la soutenir !

La vérité est que, quelque éminente que soit la

valeur du contrôle du juge, ce contrôle est néanmoins limité.

Le juge peut ne pas donner son consentement en parfaite connaissance de cause, à l'acte qu'on se propose d'effectuer ; il est possible qu'il soit induit en erreur ou que les renseignements qui lui sont fournis soient insuffisants. Or puisqu'il s'agit ici d'une pure et simple permission et non d'un commandement, il ne saurait être fait état du principe de l'autorité de la chose jugée. Le juge permet après contrôle mais, si qualifié soit-il, ce dernier peut être défectueux et conduire à une erreur qu'aucune règle de droit ou de morale n'oblige à respecter.

Surtout — et c'est là le point capital sur lequel il y a lieu d'insister — ce contrôle ne supprime pas l'initiative de l'individu, génératrice de sa responsabilité. Le juge ne dit pas : Je vous ordonne, mais : je vous permets à vos risques et périls. Il n'y a, dans aucune mesure, substitution de la volonté de la justice à la volonté de l'individu. Rien ne saurait donc exonérer celui-ci de la responsabilité si, par l'accomplissement de l'acte autorisé, il cause préjudice à autrui.

Ces idées qui ne nous paraissent pas contestables en elles-mêmes ; sont-elles, à un degré quelconque, infirmées par des raisons spéciales aux deux catégories d'hypothèses soumises à la jurisprudence ?

En ce qui concerne d'abord le cas d'officiers mi-

nistériels empiétant sur les attributions d'autres officiers ministériels, nous avons vu que le tribunal de Lyon dans son jugement du 16 février 1894 a déclaré irresponsable un notaire ayant procédé en vertu d'une ordonnance sur requête, à la vente aux enchères d'un fond de commerce qui aurait dû être faite par un commissaire-priseur, par ce motif qu'aux termes de l'article 3 de la loi du 25 ventôse an XI les notaires sont tenus de prêter leur ministère lorsqu'ils en sont légalement requis. Cette considération est inopérante si l'on veut bien remarquer que la seule obligation qui puisse être imposée aux notaires, et qui leur est effectivement imposée par le texte précité, est celle de prêter leur ministère tel qu'il est défini et délimité par la loi. Il ne saurait y avoir aucune obligation pour un notaire, dans quelque cas que ce soit, d'excéder les attributions qui lui ont été conférées par le législateur et d'empiéter sur celles qui ont été données à un autre officier ministériel, par exemple à un commissaire-priseur. Tout au contraire le notaire a le devoir de ne pas se livrer à cet empiètement et de se tenir dans les bornes de sa compétence. S'il enfreint ce devoir, il commet une faute disciplinaire ; il se rend en outre coupable d'une faute civile, susceptible de donner lieu à des dommages-intérêts, envers l'officier auquel il a fait tort. Le notaire ne se trouve pas délié du devoir en question par ce fait qu'une ordonnance sur requête l'a autorisé à

procéder à la vente qui rentre dans la compétence légale du commissaire-priseur. Le juge ne peut modifier les attributions respectives des officiers ministériels, telles qu'elles ont été établies par la loi. Son ordonnance entachée d'erreur n'abolit pas la faute du notaire dans l'espèce envisagée. Aussi bien la décision du tribunal de Lyon, que nous venons de critiquer, est-elle demeurée, ainsi que nous l'avons déjà fait observer, absolument isolée. Plus ou moins consciemment inspirées par l'idée de la personnalité de l'acte qui subsiste en dépit de l'autorisation de justice, les Cours d'appel et la Cour de cassation se sont prononcées dans le sens du principe de la responsabilité.

C'est la même idée qui a conduit la jurisprudence à décider qu'il peut y avoir abus de saisie-arrêt alors même que le saisissant a pratiqué la saisie en vertu d'une permission du juge. Elle a considéré que le caractère purement gracieux de l'autorisation accordée en cette hypothèse, laisse au saisissant toute sa liberté, par conséquent sa responsabilité. Dès l'instant que la permission du juge n'a aucune autorité de la chose jugée, le bénéficiaire de cette permission reste maître de pratiquer ou non la saisie; s'il la forme dans des conditions abusives, il répond du préjudice causé au saisi.

DEUXIÈME PARTIE

La question de la responsabilité en cas d'accomplissement d'un acte en exécution d'un ordre de justice

Lorsqu'un individu accomplit un acte en exécution d'un ordre de justice, le problème de la responsabilité apparaît comme beaucoup plus délicat. Sa difficulté vient des termes nouveaux dans lesquels il se pose, c'est-à-dire de la différence des notions d'autorisation et d'ordre de justice.

Le particulier autorisé à agir est libre d'user ou de ne pas user de l'autorisation. Ce libre arbitre fonde sa responsabilité. Tel est le principe que nous avons mis en lumière et qui justifie la jurisprudence.

Mais tout autre est la situation de celui qui reçoit un ordre du juge. La décision judiciaire qui le concerne n'est pas provoquée par lui et il n'a pas la faculté de s'y soustraire ; une telle licence ne serait-elle pas la négation même de l'autorité de la justice et ne compromettrait-elle pas, par suite, l'ordre social ?

Dès lors, la personnalité de l'exécution s'efface

entièrement devant la puissance publique à laquelle il ne peut qu'obéir d'une manière passive. L'absence de liberté, de faute personnelle possible, exclut la responsabilité.

Mais il importe de creuser ce principe et de déterminer sa portée d'application.

Comment la jurisprudence l'a-t-elle mis en œuvre? C'est ce que nous allons d'abord rechercher. Il faudra ensuite apprécier cette jurisprudence puis nous demander s'il est possible de trouver un critérium permettant de fixer les limites de la responsabilité dans l'hypothèse considérée.

CHAPITRE PREMIER

LA JURISPRUDENCE

L'examen des arrêts et jugements relatifs à cette question accuse une évolution de la jurisprudence. S'en tenant aux considérations générales que nous venons d'émettre, elle admettait d'abord l'irresponsabilité entière de celui qui exécute un ordre de justice puis, poussant plus avant l'analyse, elle est arrivée à admettre la responsabilité en certaines hypothèses.

Examinons les trois catégories d'espèces dans lesquelles la question a été soumise aux tribunaux :

1° Refus d'un administrateur judiciaire d'accepter une mission de sequestre ;

2° Exécution par huissier d'un jugement plus tard réformé ;

3° Notaire ayant procédé à la vente publique d'un fonds de commerce alors que cette vente rentrait dans la compétence du commissaire-priseur.

**I. — Refus d'un administrateur judiciaire
d'accepter une mission de séquestre**

Un administrateur judiciaire agréé par le tribunal civil de la Seine est constitué sequestre de loyers à échoir et chargé de l'administration provisoire, par ordonnance de référé du 24 juin 1882 rendue au cours d'une instance tendant à faire prononcer la nullité d'un bail.

Cette ordonnance rendue entre propriétaires et locataire ayant été signifiée à l'administrateur, celui-ci se refuse à son exécution tant qu'elle serait susceptible d'appel ou que l'appel interjeté n'aurait pas reçu une solution définitive à moins qu'il n'en fût régulièrement requis, qu'il reçût garantie valable contre tout recours éventuel du preneur et qu'il lui fût remis provision suffisante pour faire face aux frais.

Les propriétaires, ayant excipé de la perte partielle de loyers du fait de son refus d'accomplir sa mission de sequestre, assignèrent l'administrateur devant le tribunal civil de la Seine.

Par jugement du 26 janvier 1886 celui-ci fit droit à leur demande d'indemnité. Les motifs de ce jugement développent l'idée de la nature impérative de l'ordre reçu du juge, l'individu commis n'est « qu'un pouvoir subordonné et nullement indépendant » et

« c'est dans l'ordonnance du juge qu'il trouve résumée la charte de ses droits et de ses devoirs ».

La Cour de Paris dans un arrêt du 17 janvier 1889 précité, infirme ce jugement.

Après avoir défini la situation des administrateurs en rappelant que la simple inscription sur la liste des agréés ne leur confère aucunement le caractère d'officiers ministériels et qu'ils ne sont soumis qu'à l'application des règles du droit commun, la Cour se base sur les motifs suivants :

1° L'administrateur provisoire est toujours libre de refuser la mission qui lui est confiée sans qu'il puisse être tenu responsable envers la partie qui a demandé le sequestre, la seule sanction qui lui soit applicable étant la radiation de la liste des agréés. La décision du juge n'apparaît même plus comme un ordre, mais comme une offre car, dit l'arrêt, les parties qui avaient sollicité sa nomination n'avaient qu'à demander son remplacement si elles ne voulaient pas se soumettre à ses exigences ;

2° C'est à juste raison que l'administrateur avait demandé des garanties avant d'exécuter l'ordonnance d'autant plus qu'appel avait été interjeté.

La Cour semble croire ici que l'ordonnance n'avait pas acquis autorité de chose jugée, peut-être y a-t-il confusion dans son esprit entre l'autorité de chose jugée, la force de chose jugée et l'irrévocabilité. Dès qu'elle est rendue, l'ordonnance de référé a autorité

de chose jugée pour ce qu'elle prescrit, elle passe en force de chose jugée quand elle n'est plus susceptible d'appel, elle devient irrévocable quand elle n'est plus susceptible de pourvoi en cassation. Nous reviendrons du reste sur ces distinctions.

On ne saisit pas bien dans cet arrêt si l'irresponsabilité de l'administrateur est déclarée parce que le mandat de justice n'est pas impératif ou parce que l'ordonnance n'était pas encore passée en force de chose jugée.

Mais du point de vue qui nous occupe, la solution de l'arrêt est bien nette. Il reconnaît au tiers commis la faculté de refuser d'exécuter un ordre contenu dans une ordonnance car, dit-il explicitement, sa responsabilité eût pu être engagée dans les circonstances de la cause, s'il avait opté pour l'exécution.

II. — Exécution par huissier d'un jugement plus tard réformé

A la suite d'un jugement du tribunal civil de Cosne du 19 février 1890 confirmé par un arrêt de la Cour de Bourges du 3 février 1891, un créancier fait signifier un commandement de paiement à son débiteur le 12 août 1891.

Ce dernier fait immédiatement opposition en invoquant la nullité de cet acte par suite du défaut de signification de la décision de la Cour de Bourges.

Par jugement du 8 octobre 1891 le tribunal civil de Cosne rejeta cette opposition, prononça la continuation des poursuites et ordonna l'exécution provisoire de sa décision nonobstant opposition et appel ; après signification de ce jugement le 5 novembre suivant, l'avoué et l'huissier du poursuivant procédèrent à la saisie réelle de l'immeuble du débiteur.

Sur appel interjeté de ce jugement, la Cour de Bourges rend un arrêt confirmatif, exécutoire sur minute, même avant l'enregistrement, le 23 décembre suivant.

Et la procédure se termine par un jugement d'adjudication en date du 29 février 1892.

Le débiteur introduit un pourvoi en cassation, aboutissant à un arrêt de cassation du 8 août 1893 (Dalloz, 1894.1.433) qui annule l'arrêt de Bourges. La Cour de Poitiers, juridiction de renvoi, se range à l'avis de la Cour suprême et déclare nulle la procédure ayant suivi l'arrêt non signifié.

Poursuivant sa défense, le débiteur assigne les adjudicataires, le saisissant, et les officiers ministériels en 50.000 francs de dommages-intérêts, cette demande est successivement rejetée par le tribunal civil de Cosne et par la Cour de Bourges et l'affaire revient devant la Cour de cassation.

La Cour par arrêt du 1^{er} juillet 1902 (Dalloz 1902.1.393) décide que l'avoué et l'huissier ayant poursuivi la saisie immobilière n'avaient commis aucune faute

de nature à engager leur responsabilité vis-à-vis du saisi, parce qu'ils n'avaient fait qu'exécuter les décisions d'un tribunal et d'une Cour d'appel.

Ainsi la Cour suprême écarte la responsabilité par ce motif que les officiers ministériels ne pouvaient qu'exécuter l'ordre de justice leur enjoignant la continuation immédiate et par provision des poursuites. Ils n'auraient pu agir autrement sans abandonner les intérêts de leur client et sans encourir vis-à-vis de lui une grave responsabilité.

Si la question de validité du commandement n'avait pas été soumise aux tribunaux, l'erreur de droit eût pu constituer une faute de nature à engager leur responsabilité.

Mais dans l'espèce, le débiteur saisi avait lui-même porté la question devant le tribunal et les officiers ministériels n'avaient aucune qualité pour substituer leur opinion personnelle à la décision à intervenir.

Dans de telles conditions, la volonté de l'avoué et de l'huissier n'était pas libre, liés par leur mandat *ad litem* ils ne pouvaient qu'exécuter l'ordre de continuation des poursuites et la responsabilité ne se conçoit pas là où il n'y a pas liberté de faire ou de s'abstenir.

III. — Notaire ayant procédé à la vente publique d'un fonds de commerce alors que cette vente rentrait dans la compétence du commissaire-priseur.

Dans un acte d'obligation contenant reconnaissance d'une somme de 12.000 francs et affectation en nantissement d'un fonds de commerce de ciments comprimés, il avait été stipulé qu'en cas de réalisation du gage, la vente des éléments incorporels serait faite aux enchères publiques par le ministère du notaire, avec obligation pour l'adjudicataire de reprendre les marchandises pour leur valeur fixée à dire d'experts.

Le créancier ayant poursuivi la réalisation du gage pour défaut d'exécution des conditions de l'obligation, une ordonnance du président du tribunal du 28 novembre 1902 maintenue par une deuxième du 17 décembre suivant avait chargé le notaire de procéder à la vente.

Un commissaire-priseur introduit une action en dommages-intérêts pour droits perçus par le notaire en violation des lois des 27 ventôse an IX et 26 avril 1816.

La Cour d'Alger se décide pour la responsabilité du notaire dans un arrêt du 25 janvier 1905 (Sirey 1907.2.17).

La Cour commence par établir la compétence du commissaire-priseur en faisant appel au principe général qui veut que l'accessoire suive le principal ; dans l'espèce les éléments incorporels du fonds (clientèle, achalandage, droit au bail et procédés de fabrication) ayant été adjugés pour la somme de 125 francs alors que les marchandises en dépendant représentaient une valeur de 10.000 francs, il était certain qu'en vertu de l'adage *accessorium sequitur principale* le tout devait être considéré comme de nature corporelle et rentrait par suite dans la compétence des commissaires-priseurs.

Outre diverses défenses particulières à l'affaire, le notaire avait en vain soutenu que la loi du 1^{er} mars 1898 sur le nantissement, avait fait des fonds de commerce des objets de nature incorporelle, une telle fiction n'ayant sa raison d'être, dans l'esprit de la loi, que pour la mise en gage.

La vente aux enchères avait donc constitué un empiètement sur les attributions du commissaire-priseur et le notaire devait réparer le préjudice causé.

Ainsi contrairement à la solution de l'arrêt précédemment analysé la Cour d'Alger admet la responsabilité de celui qui agit en exécution d'un ordre de justice.

M. Wahl, dans sa note, approuve cette solution car, dit-il, l'ordonnance de référé ou le jugement ne

s'impose nullement au notaire qui peut refuser son ministère s'il se croit incompétent.

Il est intéressant de remarquer que cet arrêt constate simplement que celui-ci, en touchant ses honoraires sur la vente, a empêché le commissaire-priseur de percevoir les siens ; nous nous trouvons donc en face d'une véritable action d'enrichissement sans cause :

« Attendu, dit l'arrêt, que l'ordonnance de référé qui a commis M^e B... ne pouvait engager la solution définitive du débat et ne saurait en conséquence affranchir le notaire de rembourser à M^e A... le montant des émoluments que cet officier ministériel avait seul qualité pour recevoir. »

En conséquence l'indemnité devant être égale à la perte subie, le notaire est condamné à rembourser au commissaire-priseur la somme de 151 fr. 57 représentant les honoraires de ce dernier à 1,50 0/0 sur le montant global de la vente.

La Cour de Lyon eut à statuer sur une espèce semblable le 12 novembre 1920 (Dalloz 1922.1.127).

Commis par justice un notaire avait procédé à la vente d'un fonds de commerce, par suite de l'importance relative des objets corporels en dépendant, un arrêt de la Cour de Grenoble du 30 décembre 1911 suivi d'un arrêt de la Cour de cassation du 17 décembre 1919 avait reconnu son incompétence.

La Cour de Grenoble avait accepté une demande de dommages-intérêts introduite par les commis-

saires-priseurs du ressort, mais la Cour de cassation avait annulé son arrêt sur ce point particulier pour insuffisance de motifs.

Organe de renvoi la Cour de Lyon s'est prononcée également dans le sens de la responsabilité possible, en principe, de celui qui exécute un ordre de justice, mais elle se montre exigeante pour la détermination de la faute génératrice de la responsabilité.

Il importe de bien dégager le sens de cet arrêt :

« Si le notaire, dit-il, n'a pas sollicité les mandats de justice qui lui ont été donnés, si on ne peut lui reprocher aucune démarche, aucune intrigue, si les deux décisions de justice, régulières en la forme, étaient de nature à lui inspirer toute sécurité, on ne saurait dire sans excès qu'il avait le droit de les contrôler et de les critiquer ; il en devait être d'autant mieux ainsi que ces décisions n'ont fait l'objet d'aucune critique officielle ou officieuse avant leur exécution, qu'aucune démarche n'a été faite auprès du notaire pour lui signaler les doutes qui pouvaient s'élever sur sa compétence, que la réclamation ne s'est produite qu'après l'achèvement de la mission du notaire, qu'on ne se trouvait pas d'ailleurs en présence d'une erreur évidente, d'une incompétence manifeste. »

Niant ainsi toute faute de l'exécutant, il écarte la demande en dommages-intérêts.

Aussi, bien qu'arrivant à une solution inverse de celle de la Cour d'Alger dans son arrêt du 25 janvier 1905, il ressort de l'arrêt de la Cour de Lyon qu'elle admet la responsabilité du notaire commis en cas de faute de celui-ci.

La décision concluant à l'irresponsabilité n'est donc pas un retour en arrière et nous sommes loin de l'argument du tribunal Civil de la Seine dans son jugement du 26 janvier 1886 précité, l'ordre de justice n'est plus envisagé sous la forme d'une charte rigide des droits et obligations de celui qu'elle commande et à laquelle on ne peut désobéir ; la volonté personnelle de l'agent n'est pas annihilée, il reste libre d'exécuter ou non, s'il croit la décision du juge contraire aux principes supérieurs du droit, et sa responsabilité demeure donc entière.

La divergence entre les deux arrêts n'apparaît que dans l'appréciation des éléments nécessaires à l'existence de la faute.

Dans les deux espèces, il était également certain qu'un empiètement avait été commis sur les attributions des commissaires-priseurs et que, de ce fait, il en était résulté un dommage pour eux.

La Cour d'Alger s'était contentée de constater l'existence de ce dommage qu'elle avait jugé suffisant pour constituer la faute du notaire et engager sa responsabilité.

La Cour de Lyon, au contraire, a minutieusement recherché les conditions dans lesquelles le notaire incriminé avait exécuté les décisions de justice et cet examen ayant fait ressortir sa bonne foi, elle le déclare non coupable.

Et comme, incapable de prouver la faute, le com-

missaire-priseur demandait qu'il lui fût au moins restitué les honoraires qui, indûment perçus, constituaient un enrichissement sans cause, la Cour s'est refusée à examiner le fonds de cette prétention, irrecevable parce qu'elle formait une demande nouvelle en cause d'appel.

Il suffit de lire l'arrêt pour constater que l'officier ministériel n'a pas été couvert par la commission de justice, mais bien par des considérations de fait sur lesquels s'étendent les motifs de l'arrêt.

L'argument principal est que le notaire n'avait aucunement intrigué pour obtenir le mandat de justice et que les décisions de justice qui l'avaient institué n'étaient pas de nature à éveiller sa défiance.

Et puis, aucune critique, aucune demande ne lui avaient donné de doutes sur sa compétence et la réclamation n'avait été produite qu'après l'issue de la procédure engagée.

On peut donc affirmer par analogie, que le notaire aurait vu sa responsabilité reconnue en d'autres circonstances s'il avait été de mauvaise foi ou si tout au moins sa bonne foi n'avait pas été entière.

Si la Cour de Lyon avait eu à juger le cas du notaire d'Algérie elle eût certainement conclu à sa responsabilité.

Toute une manœuvre avait été faite par ce dernier pour se faire confier la vente.

Il avait fait spécifier dans l'acte d'obligation qu'en

cas de réalisation du gage, la vente serait faite publiquement par notaire, et craignant peut-être par avance l'application du principe *accessorium sequitur principale*, il n'avait pas fait comprendre les marchandises dans l'adjudication, leur reprise ayant été fixée à dire d'experts.

Toutes ces précautions indiquaient clairement les doutes de cet officier sur sa compétence, il y avait bien faute de sa part et une décision de justice était incapable de lui donner une bonne foi qu'il n'avait probablement jamais eue.

Pour conclure nous pensons que la question doit être envisagée d'une manière plus objective que ne l'a fait la Cour de Lyon, car parmi les premiers devoirs de sa charge, le notaire a celui de connaître les règlements de sa profession et par suite les limites de sa compétence.

CHAPITRE II

APPRÉCIATION DE LA JURISPRUDENCE

LA SOLUTION

Ce qui frappe surtout, dans l'évolution de la jurisprudence, c'est que les tribunaux ont admis particulièrement la responsabilité de celui qui exécute un ordre de justice, dans les cas où l'officier ministériel ayant empiété sur les attributions d'un autre officier ministériel, l'irresponsabilité aurait conduit à l'enrichissement sans cause d'une personne aux dépens d'une autre par la perception indue d'honoraires.

C'est ce que nous avons constaté lorsque nous avons analysé l'arrêt de la Cour d'Alger et nous avons vu que la Cour de Lyon n'avait repoussé cette action que parce qu'elle n'était pas contenue en la demande introductive d'instance et qu'elle avait été portée pour la première fois en appel.

On ne peut mettre en doute l'équité de la solution suivant laquelle un officier ministériel qui a empiété, même en vertu d'un ordre de justice, sur les attributions d'un autre, doit rembourser à ce dernier les honoraires indûment perçus ; s'il en était autrement

cet officier s'enrichirait manifestement sans cause aux dépens d'autrui, car l'on ne peut admettre que l'ordre du juge qui a couvert et consacré cet empiètement soit une juste cause d'enrichissement.

Mais cette solution n'aurait-elle pas pu être obtenue sans faire appel à la conception de la responsabilité basée sur la faute ? Et ne doit-on pas dire qu'en dehors de toute faute un individu est débiteur envers un autre individu de la restitution en l'absence de laquelle il y aurait enrichissement sans cause ? Cette question se confond avec celle de savoir si l'enrichissement sans cause a nécessairement un caractère illicite.

Traditionnellement on considère cet enrichissement comme faisant naître une action quasi contractuelle et le quasi-contrat comme formé indépendamment de la volonté, excluant par conséquent la faute.

M. Planiol (1) considère que ce qui oblige à restituer, c'est le principe d'après lequel il n'est pas permis de conserver un enrichissement obtenu sans cause aux dépens d'autrui ; il en conclut que l'action *de in rem verso* sanctionnant l'enrichissement dont il s'agit, appartient à la famille des actions nées de faits illicites. « Quand on recherche, dit-il, « le trait commun qui réunit tous les faits appelés

1. *Droit civil*, II. *Des quasi-contrats et de l'enrichissement sans cause*.

« quasi-contrats, l'obligation quasi contractuelle
« apparaît comme provenant toujours d'un enrichis-
« sement obtenu sans cause aux dépens d'autrui et
« dont il s'agit de restituer la valeur. Sans doute
« l'acte initial qui a procuré cet enrichissement n'est
« pas illicite en lui-même, ce sera le fait d'avoir payé
« ce qu'on ne devait pas, d'avoir construit sur un
« terrain dont on n'est pas propriétaire ou tout
« autre analogue. Mais ce n'est pas cet acte qui fait
« naître directement l'obligation, *car ce n'est pas*
« *son auteur qui se trouve obligé* et il est nécessaire
« que le fait productif d'une obligation se réalise en
« la personne du débiteur, faute de quoi son obliga-
« tion serait sans cause. Or, quand on considère la
« personne obligée, on n'aperçoit pas d'autre cause
« d'obligation que la *possession d'un enrichissement*
« *obtenu aux dépens d'autrui*. Un pareil enrichisse-
« ment est, par sa définition même, un fait illicite
« puisqu'il est sans cause ; il ne serait pas permis à
« celui qui le possède de prétendre le conserver ; son
« obligation a donc pour cause un état de fait con-
« traire au droit. » En conséquence M. Planiol
regarde les faits générateurs des quasi-contrats
comme une classe spéciale de faits illicites qu'il
appelle les faits illicites involontaires.

Nous dépasserions le cadre de cette étude si nous
prétendions nous livrer à la critique de la concep-
tion qui vient d'être exposée. Supposons-la exacte

et appliquons-la à la solution jurisprudentielle que nous avons présentement en vue. Un officier ministériel a empiété en exécution d'un ordre du juge sur les attributions d'un autre ; de ce chef il a indûment touché des honoraires qu'il doit, sans contestation possible, restituer à ce dernier. Mais pourquoi est-il débiteur de cette restitution ? Matériellement il est l'auteur de l'acte initial qui a conduit à l'enrichissement : acte d'empiètement et de perception indue d'honoraires ; mais il n'en est pas le véritable auteur puisqu'il n'a fait qu'obéir au juge dont il a été en quelque manière l'instrument.

Quoi qu'il en soit il est possesseur d'un enrichissement obtenu aux dépens de l'officier ministériel en réalité compétent. Cet état de fait est certainement contraire au droit, mais il a été créé, en dernière analyse, par une décision de justice. C'est de celle-ci que provient le fait illicite. Son caractère involontaire est dès lors évident. D'une part en effet le juge représentant la puissance publique n'a provoqué que par erreur une situation anti-légale et d'autre part l'officier ministériel n'a fait que se conformer passivement à un commandement judiciaire. Nous sommes donc en présence d'un fait illicite qui a échappé à la fois, pour des raisons différentes, à la volonté du juge qui a ordonné et à celle de l'officier qui a exécuté.

Un fait contraire au droit, s'il a été absolument

involontaire, ne constitue pas une faute. C'est pour-quoi il est permis de conclure sur ce point que la solution précitée de la Cour d'Alger aurait pu être obtenue sans faire intervenir l'idée de la responsabilité basée sur la faute.

Il convient par suite d'étudier la question qui nous occupe, abstraction faite de l'hypothèse d'enrichissement sans cause, laquelle soulève des difficultés étrangères à notre sujet.

Le commandement de justice, avons-nous dit, doit être obéi et cette obligation a logiquement pour conséquence de placer en état d'irresponsabilité celui qui n'est qu'un agent d'exécution, un instrument. Comment ce dernier serait-il responsable, alors que ce n'est pas sa volonté qui agit, mais bien la volonté de la justice ? S'il en résulte un dommage pour un tiers, il est le fait d'une puissance supérieure et irresponsable.

Tel est le principe dont il faut préciser les conditions mêmes d'existence. Car si juste et si certain qu'il apparaisse en lui-même, il risque de demeurer quelque peu dans le vague si son contenu n'est pas exactement analysé.

Or le principe dont il s'agit ne joue qu'à deux conditions *sine qua non*.

La première est qu'on se trouve en présence d'un véritable commandement de justice auquel on ne puisse se soustraire. C'est l'évidence, dira-t-on. Oui,

si l'on s'en tient à la formule générale qui vient d'être énoncée. Mais cette formule appelle elle-même des précisions. Dans quels cas ne peut-on échapper à l'exécution d'une décision judiciaire ? Esquiver une réponse à cette question serait laisser notre problème dans une ombre partielle et ne pas étudier les conséquences pratiques du principe posé.

La deuxième condition d'existence de ce principe n'apparaît pas aussi clairement que la première. Pour que celui qui exécute une décision de justice soit à l'abri de toute responsabilité, il faut encore que cette décision ne contienne pas d'erreur manifeste et ne soit pas conçue en des termes ambigus. Nous devons établir avec soin la réalité de cette condition et montrer comment l'erreur ou l'ambiguïté des termes d'un jugement peuvent donner naissance à la responsabilité de l'exécutant.

I. — Première condition : Autorité de la chose jugée

Le principe de l'autorité de la chose jugée constitue un des éléments fondamentaux de nos règles judiciaires.

Son existence demande trois conditions.

Il faut qu'il y ait identité de personne.

Il faut qu'il y ait identité d'objet.

Et enfin il faut identité de cause, c'est-à-dire

une origine identique au droit que l'on fait valoir.

Quand ces trois conditions sont réunies, une présomption légale de vérité s'attache à ce qui a été décidé par le juge « *Res judicata pro veritate habetur* ».

Cette présomption établie par l'article 1350 du Code civil dispense de toute preuve celui au profit duquel elle existe et aucune preuve n'est admise contre elle ; la décision adoptée ne peut donc plus être remise en discussion.

Ce principe est nécessaire à l'ordre social ; sans lui il serait possible de reprendre indéfiniment les mêmes procès et une telle possibilité aboutirait à supprimer complètement toute justice, puisqu'une décision à peine rendue, il dépendrait d'une partie d'en demander une autre et de répéter ce geste sans d'autre limite que son bon plaisir.

L'application de la théorie de l'autorité de la chose jugée entraîne avec elle l'irresponsabilité de celui qui exécute une décision judiciaire, il ne peut commettre de faute puisque légalement il ne se trompe pas et que d'autre part le préjudice causé par cette exécution, loin d'être occasionné sans droit, est destiné à réaliser le droit et émane du pouvoir judiciaire.

Nous devons donc trouver la solution cherchée, savoir : les limites de la responsabilité de l'individu agissant en exécution d'un ordre de justice, dans les limites mêmes de l'autorité de la chose jugée.

Car la règle *Res judicata pro veritate habetur* n'existe que sous certaines conditions, elle est accompagnée de garanties nécessaires aux justiciables.

Les juges, en effet, sont faillibles ; il arrive parfois qu'un jugement est rendu contrairement aux principes du droit ; si toute sentence quelle qu'elle fût, était toujours et immédiatement tenue définitivement pour la vérité, de telles erreurs seraient impossibles à réparer.

De tels faits compromettraient le prestige et l'autorité de la Justice, et par conséquent l'ordre social lui-même.

Il ne suffit donc pas qu'un juge ait parlé ou statué ni même qu'une juridiction ait rendu une sentence pour que s'applique la règle *Res judicata*... et pour que celui qui exécute l'ordre y contenu soit couvert par lui et irresponsable.

Il importe par suite de rechercher parmi les jugements ceux qui ont et ceux qui n'ont pas l'autorité de chose jugée ; nous examinerons successivement à cet effet :

- 1° Les jugements de juridiction contentieuse ;
- 2° Les jugements de juridiction gracieuse.

Puis certaines décisions de nature particulière savoir :

- 3° Les jugements d'expédient ;
- 4° Les jugements portant condamnation conditionnelle.

1. — Jugements de juridiction contentieuse

L'autorité de la chose jugée s'attache aux jugements d'avant dire droit comme aux jugements définitifs.

Mais des observations sont nécessaires à notre point de vue en ce qui concerne les jugements provisoires, interlocutoires et préparatoires.

Le jugement provisoire est celui par lequel les juges ordonnent une mesure non dans le but de s'éclairer, mais pour sauvegarder les intérêts menacés par l'effet même du procès et de manière à éviter un préjudice à l'un des plaideurs. Ce jugement a un caractère d'urgence et se détache complètement de l'affaire (Glasson et Tissier, 2^e éd., t. I, n^o 478).

Un tel jugement n'est que provisoirement exécutoire, il peut être modifié ou retiré si les circonstances dans lesquelles il a été rendu viennent à changer sans qu'il y ait violation de la chose jugée.

Conformément à ce principe la Cour de cassation (Civ. rej., 17 août 1853 ; Dalloz, 1854.1.382) a décidé qu'un arrêt ayant repoussé une demande en provision n'a point l'autorité de la chose jugée par rapport à une demande identique formée plus tard dans la même instance par suite de la survenance de faits nouveaux.

Ce n'est donc que dans la mesure où la situation restera ce qu'elle était lors de son prononcé, qu'un

jugement provisoire aura l'autorité de la chose jugée.

De ces observations nous concluons que c'est dans la mesure même où subsiste l'autorité de la chose jugée du jugement provisoire que la personne qui exécute un tel jugement est couverte par l'irresponsabilité.

Et spécialement si le jugement est retiré ou modifié par le juge, le plaideur qui l'a exécuté peut, s'il a commis une faute, être déclaré responsable.

Cette solution s'impose du reste en toute logique.

Comme nous l'avons vu précédemment, le but du jugement provisoire est de prendre les mesures nécessaires à la sauvegarde des intérêts d'un plaideur, menacés par l'instance.

Cette situation a beaucoup d'analogie avec celle que nous avons rencontrée dans l'étude des effets de l'autorisation donnée en justice.

Dans les deux hypothèses, une mesure est prise dans l'intérêt exclusif d'une partie et sur sa demande, sa liberté restant entière, il est juste qu'elle réponde de sa faute.

Jugements interlocutoires. -- Le jugement interlocutoire ordonne une mesure d'instruction qui préjuge le fond, c'est-à-dire laisse entrevoir la décision probable des juges, c'est par exemple le cas d'une enquête ordonnée pour vérifier les dires d'une partie.

Un tel jugement lie-t-il le juge ? si l'enquête apporte la preuve des affirmations de la partie, devra-t-il

être statué en conséquence, ou bien d'autres considérations intervenant, pourra-t-on ne pas tenir compte de ces résultats ?

D'aucuns ont penché pour l'autorité de la chose jugée, en alléguant que son appel immédiat étant possible aux termes de l'article 451 du Code de procédure, cela postule que le jugement interlocutoire est revêtu de cette autorité.

On a fait observer que c'est uniquement parce que le jugement interlocutoire préjuge le fond et indique le sens probable du jugement définitif, qu'appel en est autorisé et la jurisprudence et les auteurs sont unanimes maintenant à refuser un tel caractère au jugement interlocutoire (Garsonnet-César Bru, 4^e éd., t. III, n° 261 ; Garsonnet, 2^e éd., t. III, § 1135 ; Glasson et Tissier, 2^e éd., t. I, n° 479 ; Cass. civ., 4 juin 1872. Dalloz 1873.I.486 ; Req., 9 décembre 1874. Dalloz 1875.I.225 ; 15 novembre 1875. Dalloz 1876.I.131 ; Req., 30 décembre 1878. Dalloz 1879.I.231).

Il est cependant deux cas où le jugement interlocutoire possède l'autorité de la chose jugée ;

Quand il a tranché la question de droit de savoir si telle preuve était autorisée ou non par la loi.

Quand il a déféré un serment sur demande ou d'office dans les conditions déterminées par la loi (Glasson et Tissier *loc. cit.*).

Nous pouvons donc dire que le jugement interlo-

cutoire n'a autorité de chose jugée qu'en tant qu'il statue sur l'admission d'une preuve (question de droit) mais non sur les résultats de cette preuve (question de fait).

Pratiquement on ne voit donc pas comment l'exécution d'un jugement interlocutoire, c'est-à-dire l'administration de la preuve ordonnée (le jugement n'ayant autorité de chose jugée que sur ce point) pourrait engager la responsabilité de celui qui obéit ainsi à la justice.

Jugements préparatoires. — Le jugement préparatoire ordonne lui aussi une mesure d'instruction, mais sans préjuger le fond, il ne diffère donc du jugement interlocutoire que sur le second point.

Si par exemple le tribunal ordonne une communication de pièces ou la production de registres de commerce, on ne peut encore rien déduire quant au résultat.

Un pareil jugement est dépourvu de toute autorité de chose jugée.

C'est ainsi que la Cour de cassation (Civ. rej., 2 juillet 1839) a décidé qu'un juge pouvait, après avoir ordonné une mesure préparatoire, passer outre à la continuation des débats et que dans un arrêt du 25 mars 1872 (Dalloz 1872.1.416) la même Cour a décidé qu'il n'y avait pas violation de la chose jugée dans la décision d'un tribunal qui, après avoir par trois jugements successifs ordonné la liquida-

tion de la communauté puis la vente des immeubles communs et enfin une expertise destinée à établir la situation de la communauté, avait déclaré qu'un acte antérieur constituait une licitation valable entre les parties, rendant ainsi inutiles ses mesures précédentes.

Nous adoptons donc en ce qui concerne l'autorité du jugement préparatoire une solution identique à celle admise pour le jugement interlocutoire et cette conformité nous donne la même solution sur le point de la responsabilité.

Des considérations d'un autre ordre sont nécessaires pour dégager complètement la notion de l'autorité de la chose jugée, en matière de jugements de juridiction contentieuse et pour en tirer les conséquences relatives à notre sujet.

Tout jugement présente suivant les circonstances, successivement ou simultanément, un, deux ou même trois caractères :

- 1° L'autorité de chose jugée ;
- 2° La force de chose jugée ;
- 3° L'irrévocabilité.

Aux termes de l'article 1351 du Code civil, un jugement a autorité de chose jugée au moment où il est rendu.

Quand un jugement n'est pas ou n'est plus susceptible d'opposition ou d'appel on dit qu'il passe en force de chose jugée.

Enfin un jugement est irrévocable quand il n'est pas ou n'est plus susceptible des voies de recours extraordinaires.

Nous avons dit que ces trois caractères peuvent naître successivement ou simultanément.

Les deux premiers apparaîtront ensemble dans le cas d'un jugement contradictoire rendu en dernier ressort ; les deux derniers apparaîtront ensemble dans le cas d'un jugement contradictoire rendu en premier ressort, car l'expiration du délai d'appel entraîne l'expiration des voies de recours extraordinaires ; enfin nous les voyons paraître successivement dans le cas d'un jugement par défaut rendu en premier ressort.

Ces notions ainsi précisées, à quel moment exact la décision de justice couvre-t-elle son exécutant ? Va-t-il falloir qu'elle soit passée en force de chose jugée, ou même devenue irrévocable ?

Il ne nous semble pas nécessaire qu'un jugement ait acquis ces deux derniers caractères pour que son exécution écarte toute idée de responsabilité à la charge de celui qui l'exécute, il suffit qu'il ait autorité de chose jugée.

En effet quand il a acquis autorité de chose jugée, c'est-à-dire au moment même où il est rendu, il constitue une manifestation de la puissance publique, une décision de l'autorité sociale, dont la volonté s'impose aux particuliers et qui, supprimant

leur liberté, supprime du même coup toute responsabilité du fait de son exécution.

Pratiquement, la question ne se pose d'ailleurs pas d'ordinaire pour les jugements qui, ayant autorité de chose jugée, ne sont pas encore passés en force de chose jugée (cas du jugement contradictoire et du jugement par défaut rendu en premier ressort) car les délais d'appel et d'opposition sont suspensifs d'exécution.

La question ne se poserait et ne devrait être résolue dans le sens qui vient d'être indiqué que s'il s'agissait d'un jugement exécutoire par provision.

Au contraire cette question se pose toujours pour les décisions rendues en dernier ressort mais qui sont encore susceptibles de voies de recours extraordinaires, car ces dernières ne sont pas suspensives.

2. — Jugements de juridiction gracieuse

Les jugements de juridiction gracieuse ne possèdent pas autorité de chose jugée.

En effet la juridiction gracieuse s'exerce en dehors de tout procès, elle ne tranche pas de litige.

Elle consiste en actes plus ou moins solennels qui s'accomplissent devant le tribunal où que fait le tribunal lui-même.

Puisqu'il n'y a pas de procès, il ne peut s'agir de reconnaître aux décisions de cette sorte l'autorité

de chose jugée et de les considérer comme susceptibles d'une voie quelconque de recours.

Il est hors de doute que l'autorité de la chose jugée ne s'attache qu'aux décisions judiciaires rendues en matière contentieuse et tranchant une question débattue entre les parties.

Ainsi en pense la jurisprudence : un exemple typique est fourni par un arrêt de la Cour de cassation du 24 décembre 1901 (Dalloz, 1902.1.361, 1^{re} espèce).

Il s'agissait d'une demande en rectification de nom. Conformément à l'article 99 du Code civil, cette demande fut communiquée au procureur de la République qui apposa son visa et un jugement de rectification est rendu par le tribunal civil de Sancerre le 7 décembre 1896 et exécuté.

Une nouvelle rectification est demandée et accueillie par jugement du 20 mai 1899, bien que le procureur de la République ait conclu au rejet. Le procureur général interjette appel et la Cour de Bourges réforme le jugement le 25 juillet 1899 en se basant dans ses motifs sur le fait que le premier jugement n'avait pas été frappé d'appel, qu'il avait été exécuté à la diligence du procureur de la République et qu'il avait ainsi acquis l'autorité de la chose jugée.

Pourvoi en cassation est formé contre cet arrêt pour violation des articles 855 et suivants du Code civil

et de l'article 1351 du Code civil, en ce qu'il avait déclaré la deuxième demande irrecevable, alors que la première décision était émanée de la juridiction gracieuse, le ministère public n'ayant figuré que comme partie jointe et qu'une telle décision n'avait pu acquérir l'autorité de chose jugée.

La Cour de cassation adopta ce moyen.

« Les décisions émanées de la juridiction gracieuse peuvent être rapportées ou modifiées si les circonstances dans lesquelles elles ont été rendues ont elles-mêmes changé ». Cassation, 24 décembre 1901, 2^e espèce (Dalloz, 1902.1.361).

Comme dans la première espèce il s'agissait d'une demande en rectification d'état-civil mais avec adjonction de titre nobiliaire.

En vertu de deux jugements rendus par le tribunal civil de Perpignan des 1^{er} août 1894 et 6 mars 1895 après visa du procureur de la République, la rectification avait été opérée dans le sens demandé sur les registres de l'état-civil. Puis des altérations ayant été reconnues dans les pièces fournies à l'appui de la demande, le procureur de la République, après s'être vu repoussé dans la voie d'appel, obtint deux nouveaux jugements, l'un par défaut du 28 décembre 1898, l'autre sur opposition du 12 juin 1899.

Les parties ayant interjeté appel, la Cour de Montpellier réforma les deux derniers jugements en s'appuyant sur le fait que les deux premiers jugements

avaient acquis autorité de chose jugée comme rendus en matière contentieuse et non gracieuse, le Ministère public ayant figuré en qualité de partie principale et non en qualité de partie jointe.

Mais la Cour de cassation accueillit le pourvoi du Ministère public et formula le principe énoncé ci-dessus.

Le cas où une personne bénéficie d'une décision de juridiction gracieuse peut être, à notre point de vue, assimilé au cas où une personne a sollicité et obtenu une autorisation de justice.

Dès lors la responsabilité, en raison de l'exécution, est possible en principe, pourvu qu'il y ait faute et préjudice.

Toutefois des difficultés pourront se présenter au sujet de la détermination du caractère contentieux ou gracieux d'une décision de justice et la solution sur ce point entraînera la solution relative à la question de responsabilité.

3. — Jugements d'expédient

On appelle jugement d'expédient, un jugement se bornant à consacrer une convention entre les parties.

Devant le tribunal se présentent des individus que ne sépare plus aucune controverse. La question qui pouvait constituer un litige pendant, a été amiablement solutionnée par elles et elles ont arrêté de con-

cert un projet qu'elles ne présentent plus au tribunal que pour donner une force plus grande à leur arrangement.

Nous nous trouvons donc en présence d'un procès fictif, le juge au contraire de ses fonctions habituelles ne joue plus ici que le rôle d'un simple notaire se bornant à enregistrer la décision des parties.

Une telle opération a donc un caractère hybride, elle participe à la fois du contrat et du jugement, contrat elle l'est quant au fond, car c'est l'accord des parties qui constitue son principe générateur, et jugement elle l'est quant à la forme.

Mais quel élément domine en elle et par suite quelle solution adopterons-nous au point de vue de son autorité de chose jugée ?

Deux opinions ont été formulées.

La première, absolue, considère que le jugement d'expédient a, au même titre que les autres, l'autorité de chose jugée.

Se sont décidés en ce sens Crépon (*Traité de l'appel*), Griolet (*De l'autorité de la chose jugée*), Chauveau et Carré (*Lois de la procédure*, tome IV, question 1631) et un arrêt de la Cour de Paris du 24 novembre 1902 (Dalloz 1903. 2. 86).

Nous trouvons un exposé détaillé de cette théorie dans une note de M. Glasson, relative à un arrêt de la Cour de Toulouse du 21 janvier 1885 (Dalloz 1885. 2.73).

« Sans doute, dit M. Glasson, affirmer qu'un jugement d'expédient est un jugement comme un autre revient à faire prévaloir la forme sur le fond, mais n'est-ce pas là une vérité presque banale en procédure ? les parties consentent à faire donner à leur contrat la forme apparente d'un procès, il est naturel qu'elles en subissent les conséquences. Enfin les jugements d'expédient ne pourraient exister comme actes de juridiction gracieuse que s'ils étaient reconnus comme ayant ce caractère par la loi et celle-ci est muette à cet égard. Donc nous sommes bien en présence d'un jugement ordinaire susceptible des voies de recours et ayant autorité de chose jugée. »

La deuxième théorie n'est pas aussi catégorique et distingue suivant les espèces, nous la trouvons formulée par Garsonnet (*Traité de procédure*, tome 31 p. 259) et Labbé (*Dissertation* au Sirey, 1880. I. 161, note 1).

L'arrêt de la Cour de cassation du 12 février 1878, sous lequel figure cette note, rejette un pourvoi formé contre un arrêt de la Cour de Grenoble du 3 mai 1877. Le tribunal de Bourgoin avait constaté l'accord des parties et ordonné son exécution, puis, une difficulté s'étant élevée sur l'interprétation de cette transaction, le tribunal interprète par un deuxième jugement la convention qu'il avait constatée.

Ce deuxième jugement est frappé d'appel et la Cour de Grenoble reçoit l'appel.

Le deuxième moyen du pourvoi en cassation de cet arrêt invoquait la violation des articles 1350 et suivants du Code civil en ce que l'arrêt attaqué avait par voie d'interprétation, altéré ou modifié une précédente décision passée en force de chose jugée, moyen rejeté par la Cour de cassation, « attendu, dit-elle, qu'il résulte des termes de l'arrêt attaqué que la Cour d'appel a simplement interprété en se référant à l'intention des parties, une transaction par laquelle ces parties avaient terminé leur procès antérieur et dont le premier jugement s'était borné à donner acte et qu'en statuant ainsi l'arrêt attaqué n'avait pu violer aucune des dispositions légales visées au pourvoi. »

M. Labbé approuve cet arrêt dans sa note précitée, car dit-il, de décision en matière contentieuse, il n'y en a pas eu, les parties ont fait une convention transactionnelle à laquelle le tribunal a donné force d'authenticité, voilà tout et ces parties n'avaient pas agi en première instance parce qu'il s'agissait de l'adage *Cujus est condere, ejus est interpretari*, mais parce qu'elles demandaient l'interprétation de la volonté des parties et non celle des juges.

En ce sens nous trouvons également un arrêt de la Cour de cassation du 11 novembre 1873 (Dalloz, 1873.1.455) duquel il résulte qu'un acte d'homologa-

tion d'une transaction, sollicité et obtenu sous forme d'un jugement en l'absence de tout débat et en dehors des cas où la loi autorise l'intervention de la justice, n'a pas les caractères d'une décision contentieuse « alors surtout, lit-on dans les motifs, que l'arrêt qui la sanctionne se fonde non sur une appréciation en fait et en droit des prétentions respectives des parties mais uniquement sur l'existence de leur contrat qui est l'œuvre de leur volonté. « Que le dispositif même n'est pas autre chose que la teneur de la transaction dont la Cour d'appel ordonne l'annexion à la minute de son arrêt ».

Cet arrêt est très intéressant, en ce sens qu'il nous apporte un moyen de discrimination pour accorder ou refuser l'autorité de chose jugée au jugement d'expédient.

Le juge s'est-il contenté de reproduire la transaction intervenue entre les parties en constatant qu'elle a été acceptée par elles, nous nous trouvons en présence d'un acte dont la force obligatoire n'est pas différente de celle qui peut s'attacher à la transaction privée à laquelle il s'applique.

Mais si le juge a donné la solution par des motifs de fait et de droit présentés comme étant bien sa pensée, nous sommes en présence d'un jugement de nature contentieuse encore que la solution consacrée par ce jugement ait été au préalable acceptée par les parties.

C'est là le principe qui ressort d'un jugement du tribunal civil de Lyon du 11 juillet 1908 (Dalloz, 1910. 2.100) aux termes duquel est une véritable sentence contentieuse susceptible d'acquérir l'autorité de chose jugée, le jugement d'expédient dans lequel le tribunal ne se borne pas à constater l'accord des parties mais examine et contrôle les motifs de cet accord.

Faisant application de cette solution à notre sujet, nous dirons, lorsque conformément à la distinction exposée, le jugement d'expédient aura autorité de chose jugée, que l'exécutant ne pourra être responsable ; mais si ce prétendu jugement n'est que la reproduction servile de la convention, il n'y a pas la moindre difficulté à admettre la responsabilité dans les termes de droit commun.

4. — Jugements portant condamnation conditionnelle.

Ces jugements condamnent une partie à faire certains actes, à produire des titres ou à fournir une justification dans un certain délai et, faute par la partie de s'y conformer, déclarent qu'elle sera déboutée ou condamnée au paiement d'une certaine somme envers son adversaire, à titre de dommages-intérêts.

D'après une première opinion ces jugements n'échappent pas à la règle de l'article 1351 du Code civil car on ne saurait les considérer comme pure-

ment comminatoires, leur décision doit donc être déclarée irrévocable à l'expiration du délai.

Cette opinion a été soutenue par Garsonnet (*Traité de procédure*, t. III, p. 522) et Aubry et Rau Martin, 5^e édition, t. XII, p. 400).

Le premier effet du jugement, dit Garsonnet, est de dessaisir le juge qui l'a rendu « *lata sententia iudex desinit esse iudex* », le tribunal ne peut donc se réserver à l'avance le droit de revenir sur sa décision si telle éventualité se réalise.

Et cet auteur voit dans cette pratique un retour aux anciens jugements de condamnation dits comminatoires, révocables pendant trente ans dans le cas de production de nouvelles pièces justificatives.

L'application de cette procédure pratiquée dans le ressort du Parlement de Bretagne et connue sous le nom de « lief de comminatoire » avait été continuée par la Cour de Rennes, mais cette survivance vivement attaquée par les auteurs et notamment par Toullier avait été définitivement condamnée par la Cour de cassation.

Suivant une autre doctrine on ne saurait en principe regarder comme irrévocables les décisions en question parce qu'elles n'ont pas dans la pensée du juge qui les a rendues ce caractère rigoureux et absolu. On doit donc admettre que l'expiration du délai n'en rend pas l'application inéluctable.

Nous trouvons cette opinion chez Griolet (*De l'au-*

torité de la chose jugée, p. 176) qui convient que cette solution fut d'abord plus indulgente qu'exacte.

Mais maintenant, fait-il observer, ces jugements n'ont pour but que de faire peser une menace sur l'une des parties pour la contraindre par là à produire une justification ou quelque autre pièce.

Il est donc logique d'accepter cette production même après l'expiration du délai, puisqu'elle seule est intéressante.

Cependant, remarque encore Griolet, quand le jugement, pour assurer l'exécution d'un ordre, condamne une partie à payer à titre de dommages-intérêts une somme déterminée par chaque jour de retard, il semble plus difficile de considérer cette disposition comme simplement comminatoire, mais dans ce cas encore, la jurisprudence admet que la fixation de ces dommages-intérêts peut être modifiée plus tard à raison des circonstances qui ont mis obstacle à l'exécution de l'acte ordonné (Req 18 octobre 1824).

Le même principe ressort d'un arrêt type de la Cour de cassation (Req. 22 novembre 1841).

Un jugement de 1810 condamne l'une des parties à la production de certaines pièces sous huitaine de sa signification. Une nouvelle demande est formée par les demandeurs ayant le double objet de faire exécuter le premier jugement et d'obtenir des dommages-intérêts en cas d'inexécution ; un

jugement de 1811 condamne la partie défaillante à 11.000 francs de dommages-intérêts et est sanctionné par un arrêt de la Cour de Paris du 2 juin 1812, puis des offres réelles de représentation et remise des pièces ayant été faites, la Cour déclara ces offres satisfaites.

La Cour de cassation rejeta le pouvoir basé notamment sur la violation de l'article 1350 du Code civil en ce que l'arrêt attaqué avait refusé d'ordonner l'exécution de la condamnation prononcée par le jugement de 1811 et l'arrêt de 1812 et la Cour suprême se base sur la distinction des *ordinatoria* et *decisoria judicis*.

Les *decisoria judicis* constituent la décision proprement dite et sont définitives et irrévocables, les *ordinatoria judicis* ne constituent qu'une simple menace, une simple injonction de faire et sont révocables.

L'autorité de chose jugée n'étant pas applicable aux *ordinatoria judicis* il en résulte que nonobstant la condamnation à dommages-intérêts en cas de non-remise des pièces dans un délai fixé, la partie pourra toujours éviter cette condamnation en effectuant la remise, sauf bien entendu possibilité pour le demandeur d'obtenir une juste indemnité en cas de préjudice causé par le retard.

Nous dirons donc comme conclusion que celui qui exécute un jugement n'est couvert par l'irresponsabi-

lité qu'en ce qui concerne les *decisoria* et que la responsabilité peut apparaître et doit être déterminée dans les termes de droit commun quand il s'agit des *ordinatoria*.

II. — Deuxième Condition : Absence d'une erreur manifeste du tribunal et d'ambiguïté des termes du jugement

Il semble qu'il puisse y avoir faute à exécuter une décision judiciaire manifestement entachée d'erreur.

Nous avons vu précédemment un exemple de ce principe dans l'analyse de l'arrêt de la Cour de cassation du 13 mars 1922 (*Gazette du Palais* 1922.1. 568) rendant un notaire responsable de l'exécution d'un jugement manifestement contraire à l'article 467 du Code civil.

En effet le but même, l'essence du jugement, est d'appliquer la loi au fait concret qui est présenté au tribunal, une décision manifestement erronée ne répond plus à cet objet et ne doit plus être considérée comme un commandement de justice.

On peut donc admettre la responsabilité de celui qui exécute si l'on ne s'attache pas uniquement au caractère formel de l'acte qui constitue un jugement.

Mais que faut-il entendre par erreur manifeste ? La réponse est délicate, car il faut se garder de l'ar-

bitraire en pareille question et il se peut appartenir à personne, sous prétexte d'erreur manifeste du tribunal de ruiner l'autorité de chose jugée en se refusant à exécuter ses décisions.

De toute évidence on ne devra jamais considérer l'erreur de droit comme une erreur manifeste ; chaque plaideur peut avoir, sur le point de droit soumis au tribunal, son opinion plus ou moins raisonnée et autorisée. Il peut estimer que les magistrats se sont trompés mais il est possible que ceux-ci aient raison ; en tous cas ils ont pour fonction de dire le droit et les particuliers ont le devoir de s'incliner devant leur sentence, alors même qu'ils la regardent comme juridiquement erronée ; ayant ce devoir incontestable ils ne sauraient être en faute s'ils exécutent une décision entachée d'erreur de droit.

Si l'on admettait ici la possibilité de la faute, il faudrait aller logiquement jusqu'à dire que la responsabilité d'un individu peut se trouver engagée par l'exécution d'un arrêt ou d'un jugement dont la valeur légale a été soumise à la Cour de cassation et par l'exécution même d'un arrêt de cette dernière : car la Cour suprême elle-même n'est pas infaillible et les solutions juridiques qu'elle consacre sont l'objet dans les recueils, d'une incessante et d'ailleurs utile critique des auteurs.

Ce serait donc une solution anarchique, que de prendre en considération l'erreur de droit commise

par une juridiction quelconque pour en faire la base d'une responsabilité éventuelle de celui qui exécute la décision de cette juridiction.

D'autant plus que chaque plaideur, croyant toujours avoir le droit de son côté, est naturellement porté à penser que les juges se sont trompés lorsqu'ils n'ont pas interprété la loi en sa faveur.

On ne saurait davantage admettre comme une erreur manifeste, source initiale de responsabilité, celle qui porterait sur l'appréciation des circonstances de la cause.

Celui qui perd son procès ne manque jamais de trouver que cette appréciation est défectueuse ; il maudit toujours ses juges, soit qu'il les accuse en son for intérieur d'injustice, soit qu'il les taxe d'erreur.

Si l'on prétendait fonder la responsabilité de celui qui exécute une décision sur une erreur de ce genre, on verrait au lendemain de chaque jugement ou de chaque arrêt, la partie perdante actionner en dommages-intérêts la partie gagnante et ce serait un éternel recommencement des litiges dans lequel sombrerait le principe même de l'autorité de la chose jugée.

Que conclure de là sinon que l'erreur manifeste ne doit s'entendre que de celle qui se trouve, par sa nature même, en dehors des appréciations subjectives des plaideurs.

C'est l'erreur *matérielle*, dont l'essence est d'être indiscutable.

On peut prendre comme exemple une erreur de chiffres dans un calcul ou une erreur consistant dans la substitution, évidemment fausse, d'un nom patronymique à un autre.

Cela posé, il importe de savoir en quoi consiste exactement la faute de celui qui exécute une décision judiciaire entachée d'une erreur matérielle.

L'exécutant n'est-il pas fondé à dire : il y a ordre de justice, je dois lui obéir ; donc je ne suis pas responsable, loin de violer aucune obligation, je remplis celle que j'ai en me conformant d'une manière passive au commandement judiciaire. La circonstance que le jugement contient une erreur matérielle dont je profite ne change rien à mon argumentation, puisque je n'ai pas même la liberté de ne pas exécuter la sentence dont il s'agit.

Nous pensons que l'exécutant ne saurait, à l'aide d'un semblable raisonnement, se soustraire à la responsabilité. Sans doute il doit obéir à la Justice et il n'a pas le droit de réparer, de sa propre autorité, l'erreur commise par celle-ci, mais il a le droit et nous ajoutons : le devoir, de s'adresser à elle pour lui demander de rectifier sa sentence et c'est en ne le faisant pas qu'il se rend coupable d'une faute.

Ce n'est pas tout. Abstraction faite d'une erreur manifeste du tribunal, entendue au sens rigoureux

d'erreur matérielle, il est possible qu'un jugement soit conçu en termes obscurs ou équivoques qui laissent indécises les conséquences de l'ordre de justice et que l'exécutant profite de cette ambiguïté pour exécuter le jugement au delà de ce que les juges ont, en réalité, voulu ordonner.

Ici apparaît une nouvelle source de fautes, différente de l'erreur manifeste.

L'exécutant, pour échapper à la responsabilité, ne peut arguer de ce qu'il a exécuté de bonne foi ce qu'il croyait être la véritable volonté du tribunal. Il serait légitime de lui répondre : Vous êtes allés plus loin que le jugement ; dans la mesure où vous l'avez dépassé, vous avez commis un acte personnel préjudiciable à autrui, par conséquent générateur de responsabilité ; il vous appartenait du reste, si vous prétendez être demeuré dans les limites de la décision, de faire interpréter celle-ci par les juges qui l'ont rendue, et votre faute est précisément de n'avoir pas demandé cette interprétation.

L'idée générale commune aux hypothèses d'erreur manifeste du tribunal ou d'ambiguïté des termes du jugement est donc que l'exécutant n'est pas, à proprement parler, en faute pour avoir obéi à un ordre de justice, mais bien pour avoir omis de demander aux juges soit la rectification, soit l'interprétation de leur décision.

L'intelligence de cette question ne serait pas,

semble t-il, complète, si nous ne prenions pas une connaissance rapide mais précise des solutions généralement reçues en matière de rectification et d'interprétation des jugements.

Rappelons d'abord que l'un des effets légaux du jugement consiste dans le dessaisissement du juge. Un jugement rendu sur une instance liée conformément aux règles de la procédure, existe par le fait même de sa prononciation en audience publique et, à partir de ce moment, le juge qui l'a rendu a épuisé son pouvoir sur la contestation qui lui était soumise. Il ne peut donc plus connaître de l'affaire à moins qu'il n'en soit de nouveau saisi par une voie de recours, opposition ou requête civile. Désormais le jugement appartient aux parties et ne peut tomber que devant la décision d'une juridiction supérieure, les premiers juges ne peuvent lui apporter aucune modification.

Or, en premier lieu, la règle suivant laquelle le jugement dessaisit le juge, souffre exception lorsque le jugement renferme des erreurs matérielles.

Les tribunaux peuvent rectifier ces erreurs dans les termes où l'article 541 du Code de procédure civile permet la rectification d'un compte réglé en justice « pour erreurs, omissions, faux ou doubles emplois » (Cf. Garsonnet, t. III, § 1120, p. 524 ; Glasson et Colmet-Daage, t. I, n° 573).

De même les tribunaux peuvent compléter leurs

jugements en réglant les détails d'exécution auxquels ils ont négligé de pourvoir.

Le droit pour les parties de faire rectifier par les juges qui ont statué sur leurs contestations, les erreurs matérielles qui se sont glissées dans des comptes, n'existe d'ailleurs qu'à la condition que ce recours ne soit pas un moyen détourné de modifier la décision et de porter atteinte à l'autorité de la chose jugée. L'étendue du droit de rectification qui appartient aux parties est limitée par son but même, à savoir la rectification matérielle de la chose jugée afin de la rendre conforme à ce que le tribunal avait voulu juger en réalité.

Le juge qui, par l'effet d'une erreur matérielle, accorde à celui qui a souffert d'un préjudice, une indemnité inférieure à celle qu'exprime un rapport d'expert homologué par le même jugement, peut, par une nouvelle décision, compléter d'allocation de l'indemnité réclamée (Trib. civil de Senlis, 25 janvier 1849. Dalloz 1849.3.46).

Quand une Cour d'appel reconnaît et déclare qu'elle a commis une erreur de calcul dans la computation des intérêts par elle alloués, elle peut et doit opérer le redressement de la somme omise, lorsque cette rectification lui est demandée (Cass. req., 21 janvier 1857. Dalloz 1857.1.359).

Un tribunal peut, sans contrevenir à l'autorité de la chose jugée, décider que le chiffre auquel un juge-

ment antérieur avait fixé les dépens mis à la charge d'une partie, était le résultat d'une méprise et y substituer un chiffre supérieur (Cass. req., 21 novembre 1876. Dalloz 1877.1.250).

L'arrêt qui après avoir déterminé dans ses motifs le total des sommes qui doivent composer la condamnation, omet matériellement l'une de ces sommes dans le dispositif, peut être rectifié par l'addition dans le dispositif de la somme omise (Pau, 13 déc. 1886. Dalloz 1887.2.172).

Il est permis de rectifier une erreur matérielle consistant dans un changement de prénom qui aurait pour résultat de changer la personne contre laquelle la condamnation avait été prononcée, si cette substitution est clairement commandée par la décision rectifiée (Cass. req., 11 mars 1856. Dalloz 1856.1.147; Cass. req., 9 juillet 1884. Dalloz 1885.1.392).

Ces quelques exemptes puisés dans la jurisprudence, mettent en lumière la nature et l'étendue du droit de rectification.

Le mode de rectification varie suivant que celle-ci s'opère avant ou après la signature de la minute.

Avant que la minute soit signée, le juge peut, à la condition qu'il ne change rien au fond de la décision, retrancher quelque chose à la rédaction rapide du greffier, afin de lui donner plus de correction ou de clarté, ou afin de rectifier les omissions ou erreurs matérielles (Carré et Chauveau, t. I, question 604;

Garsonnet, § 1120, p. 524; Glasson et Colmet-Daage, t. III, p. 619). Cette rectification effectuée avant la signature de la minute a lieu immédiatement et provient d'un acte spontané du président; il n'est pas nécessaire qu'elle soit faite par le tribunal tout entier, à moins de circonstances graves et d'erreur compliquée.

Tout autre apparaît la rectification après la signature de la minute. La rédaction est alors irrévocablement fixée et c'est aux parties qu'il appartient de faire réformer la sentence par les voies de droit. Il en est du moins ainsi et la rectification de la minute devient impossible lorsqu'il s'agit de modifier la rédaction, d'y introduire de nouveaux motifs, de changer le dispositif, en un mot de réparer l'erreur commise par une altération profonde de la décision (Cass. civ., 6 novembre 1827. Dalloz Répert. v. Jugement 318-9°). Mais cette solution est trop rigoureuse au cas où l'erreur consiste dans la substitution d'un nom à un autre et où un simple renvoi peut en la rectifiant, mettre la minute du jugement en harmonie avec son prononcé; ce renvoi peut avoir lieu avec l'approbation et la signature du président et du greffier (Req., 5 mai 1879. Dalloz 1879.1.468). De même la modification consistant à compléter un jugement en réglant les détails d'exécution auxquels il n'a pas été pourvu, notamment à désigner après coup un juge commissaire pour une enquête, ou un

huissier pour la signification d'un jugement par défaut, peut être opérée sans jugement et par la seule autorité du président (Garsonnet, t. III, § 1120, p. 524).

Mais négligeons ces dernières hypothèses et plaçons-nous en présence d'une décision irrévocablement fixée qui ne saurait être rectifiée que par un nouveau jugement et sur la demande des parties ou de l'une d'elles pour qu'une demande en rectification des erreurs matérielles contenues dans une décision puisse être portée devant le juge qui l'a rendue, il faut que cette décision soit en dernier ressort (Cass. req., 21 novembre 1876. Dalloz 1877.1.250 ; Cass. req., 9 juillet 1884. Dalloz 1885.1.392 ; Pau, 13 décembre 1886. Dalloz 1887.2.172). Lorsque le tribunal a été dessaisi de l'affaire par l'effet d'un recours à la juridiction supérieure, il devient sans droit pour procéder à une rectification quelconque de son jugement (Cass. req., 30 avril 1873. Dalloz 1873.1.469).

En ce qui concerne les décisions qui ne sont pas en dernier ressort, on s'est demandé si l'obstacle à une demande en rectification, vient de l'existence d'un appel ou si la simple possibilité d'un tel recours suffit pour rendre irrecevable ladite demande ?

D'après une opinion, une décision en premier ressort passée en force de chose jugée à défaut d'appel, serait susceptible d'une demande en rectification, le jugement rectificatif étant d'ailleurs susceptible d'ap-

pel comme l'était le jugement rectifié (Dalloz, Répert. supplém. v^o Jugement, n^o 372).

Mais la Cour de Bordeaux a jugé en sens contraire que les parties qui, ayant à leur disposition la voie de l'appel, ont négligé d'y recourir, ne peuvent pas former devant les premiers juges une demande en rectification (27 février 1856. Dalloz, 1856.2.216),

Comment enfin doit-être introduite la demande en rectification ?

Dans un premier système on considère que cette demande ne constituant qu'un incident d'exécution, peut-être valablement formée par simples conclusions (Poitiers, 18 mai 1874. Dalloz 1876.1.79 ; Alger, 6 janvier 1879. Dalloz 1882.1.124).

Mais d'après un autre système la demande en rectification ne saurait être introduite dans la forme d'un incident à une instance qui n'existe plus et doit être soumise aux formes prescrites pour les actions principales (Bourges, 21 août 1852. Dalloz 1854.5.454 ; Glasson et Colmet-Daage, t. I, p. 619).

Du droit de rectification il faut rapprocher le droit d'interprétation. L'un et l'autre se présentent comme des tempéraments nécessaires à la règle du dessaisissement.

En principe le juge est dessaisi par le jugement, mais il appartient aux tribunaux d'interpréter les parties obscures ou ambiguës de leurs jugements (Garsonnet, t. III, 1120 ; Carré et Chauveau, t. I,

question 605. Glasson et Colmet-Daage, t. I, n° 573 et les nombreux arrêts cités au Répertoire de Dalloz. Chose jugée et jugements).

Ce droit d'interprétation des tribunaux ne s'exerce que sous certaines conditions déterminées. Il est évident qu'il n'existe pas en présence d'un jugement dont les termes sont clairs et précis. Pour que les tribunaux puissent interpréter leurs jugements, il faut de toute nécessité supposer que les termes en sont obscurs ou ambigus, quand l'imprécision des termes laisse les parties en suspens sur l'étendue des conséquences qu'ils comportent, les juges ont alors le pouvoir de statuer, sans violer le principe de la chose jugée, sur l'interprétation de leurs décisions. D'autre part il convient de remarquer que le droit d'interprétation n'est reconnu aux tribunaux qu'au point de vue de l'exécution de leurs sentences et lorsque surgissent, entre les parties en cause, des difficultés sérieuses et réelles sur la portée et le sens du jugement ou de l'arrêt rendu à leur égard, difficultés sur lesquelles il est nécessaire de statuer pour faire sortir effet à la chose jugée (v. Dalloz, supplément au Répertoire, v° Jugement, n° 380) et tel n'est pas le cas où, aucune difficulté ne s'élevant sur l'exécution d'une sentence, la demande d'interprétation ne s'adresse qu'aux motifs de la décision et ne présente qu'un intérêt de doctrine ou de satisfaction personnelle.

Sans insister sur ce point, retenons seulement, pour l'éclaircissement de la question qui nous intéresse en ce moment, le pouvoir d'interprétation dont sont investis les tribunaux au point de vue de l'*exécution* de leurs sentences.

Quelques espèces de jurisprudence éclaireront encore ici la matière.

La disposition d'un jugement qui prononce des condamnations contre X... doit être réputée ambiguë alors que l'instance a été intentée contre les époux X..., une telle disposition n'indiquant pas si les condamnations frappent la dame X... ou au contraire son mari. Les juges peuvent donc se fonder, d'après les circonstances révélées par les qualités du jugement, d'une part sur ce que l'immeuble litigieux appartenait en propre à la dame X..., d'autre part sur ce que cette dame était séparée des biens d'avec son mari, pour déclarer que le jugement, en prononçant des condamnations contre X... s'appliquait à la dame de ce nom seule et non à son mari (Cass. req., 8 mars 1893. Dalloz 1893.1.448).

Mais un jugement condamnant les époux X... ne présente aucune ambiguïté. Il ne saurait donc être interprété en ce sens que la condamnation, ayant pour base les seules dettes commerciales du mari, devrait être censée n'atteindre la femme que comme commune en biens et non personnellement et ne pourrait être, par suite, exécuté que sur les biens

communs et ceux du mari, à l'exclusion des biens propres de la femme renonçant à la communauté (Cass. req., 21 novembre 1898. Dalloz 1900.2.12).

Il a été d'autre part décidé qu'en reconnaissant comme applicable à la femme dont il s'agit le jugement rendu sous un nom autre que le sien, cette décision doit être considérée non comme procédant à une interprétation qui, au cas de litige sérieux, n'aurait appartenu qu'au tribunal de paix duquel émanait la sentence, mais comme tranchant uniquement dans les limites de son pouvoir et de sa compétence, la contestation portée devant lui sur la régularité et la validité du titre en vertu duquel le créancier avait procédé à des actes d'exécution (Cass. req., 21 juillet 1903. Dalloz 1908.1.315).

Voici un autre exemple emprunté à un ordre d'idées différent. Une Cour d'appel qui a prononcé la nullité d'une société anonyme et a nommé un liquidateur chargé de mener à bonne fin les opérations résultant de la communauté d'intérêts ayant existé entre les associés peut, sans violer l'autorité de la chose jugée, interpréter cette décision en ce sens que ladite société doit être considérée comme inexistante au regard de l'un des associés, lequel dès lors ne peut être tenu d'exécuter aucune des clauses de l'acte constitutif et que la liquidation nécessaire s'appliquait uniquement à l'association établie entre les parties et à laquelle la société anonyme avait été

fictivement substituée (Cass. req., 18 novembre 1907. Dalloz 1908.1.91).

En vertu de la règle *Ejus est interpretari, cujus est condere*, c'est aux juges mêmes qui ont rendu la sentence, que le droit de l'interpréter appartient naturellement et nécessairement (Dalloz, Rép. supplém. v^o Jugement, n^o 385 ; Cass. req., 17 juin 1851. Dalloz 1854.5.332 ; Cass. req., 21 juin 1857. Dalloz 1857.1.108 ; Cass. req., 18 mars 1895. Dalloz 1895.1.152 ; Garsonnet, t. III § 1120, p. 525).

Cependant l'interprétation d'une décision est valablement faite par la Chambre de la Cour ou du tribunal qui l'a rendue, sans qu'il soit besoin qu'elle émane des magistrats mêmes qui y ont pris part (Cass. req., 17 février 1863. Dalloz. 1863.1.449 ; Cass. req., 2 juillet 1885. Dalloz 1886.1.287).

On hésite sur la procédure à suivre pour la demande d'interprétation.

Suivant une première opinion la partie la plus diligente appelle l'autre à l'audience soit par avenir, si l'instance est encore pendante, soit par assignation dans le cas contraire (Glasson et Colmet-Daage, t. I, p. 619).

Suivant une autre opinion la demande à fin d'interprétation devant être assimilée aux demandes relatives à une difficulté d'exécution au point de vue de la forme aussi bien qu'à celui du fond, peut être introduite par acte d'avoué à avoué (Dalloz, suppl.

v^o Jugement, n^o 390). Il a même été décidé que la demande à fin d'interprétation d'un arrêt constitue un incident dans le sens de l'article 337 du Code de procédure civile et qu'elle peut en conséquence être formée par un simple acte signifié à l'avoué de la partie adverse, même si cet incident se produit plus d'un an après la prononciation de l'arrêt (Cass. civ., 20 mars 1889. Dalloz 1889.1.382).

Loin d'être une superfluité, les précisions que nous apportons ici préparent la solution du problème envisagé, parce qu'elles montrent la facilité qu'ont les parties pour obtenir l'interprétation.

On ne saurait se dispenser au surplus, de fournir quelques indications sur les règles d'interprétation qui s'imposent aux tribunaux.

Deux idées doivent d'abord être prises comme guides en la matière.

La première est que le juge n'a pas toute liberté pour émettre son interprétation. Il ne faut pas que la demande d'interprétation soit un moyen détourné d'attaquer le jugement et que le tribunal ou la Cour, sous couleur d'interprétation, porte atteinte au principe du dessaisissement et à celui de l'autorité de la chose jugée. Le pouvoir d'interpréter ne saurait permettre au juge de rien ajouter à sa décision ni d'en rien retrancher (Cf. dissertation de M. Valéry au Dalloz 1904.2.361, note 3-5).

D'autre part — et c'est la seconde des idées direc-

trices de la matière — le juge qui interprète une décision antérieure doit se tenir en deçà plutôt qu'au delà des termes de sa première décision ; dans le doute c'est toujours le sens le moins onéreux pour la partie qui succombe qu'il doit adopter (V. Dalloz, Répert. v^o Chose jugée, n^o 346).

Comment donc le juge, inspiré par les deux idées précédentes, va-t-il procéder à l'interprétation ? Par l'analyse comparée des diverses parties du jugement.

Le dispositif doit en principe se suffire à lui-même et être suffisamment clair pour qu'il ne subsiste aucun doute sur l'intention du tribunal. Mais il peut cependant être interprété par son rapprochement avec les motifs et les qualités qui en précisent la signification et la portée.

La Cour de cassation a reconnu la légitimité de l'interprétation du dispositif d'un jugement ou d'un arrêt par ses motifs (Cass. req., 10 mars 1879. Dalloz 1879.1.216 ; Cass. req., 13 mars 1876. Dalloz 1877.1.487 ; Cass. req., 4 mai 1881. Dalloz 1882.1.205 ; Cass. civ., 31 octobre 1900. Dalloz 1900.1.554 ; Cass. req., 23 janvier 1900. Dalloz 1900.1.72 dans le même sens : Rennes, 15 février 1821. Dalloz, Répertoire v^o Jugement, 333-10° ; Poitiers, 7 avril 1824. Dalloz Répert., eod. v^o 333-12°).

Les qualités permettent également d'interpréter le dispositif (Cass. civ., 19 mars 1902. Dalloz 1902.1.482).

L'interprétation du dispositif peut même avoir lieu par comparaison avec les conclusions des parties (Cass. civ., 25 octobre 1887. Dalloz 1888.1.72).

Et il convient de procéder à cette interprétation du dispositif par un rapprochement avec les autres parties de la décision, surtout lorsqu'en prenant le dispositif à la lettre, il en résulterait une violation manifeste de la loi, violation que les motifs ou les qualités n'indiquent point avoir été dans l'intention des juges (Colmar, 20 février 1824. Dalloz, Répert. v^o Jugement 333-11^o; Cass. req., 13 mars 1876 précité).

Les jugements interprétatifs ont le même caractère et sont soumis aux mêmes règles que les jugements interprétés, soit en ce qui concerne leur autorité soit en ce qui concerne les voies de recours dont ils sont susceptibles.

L'interprétation fournie par le juge compétent, pourvu qu'elle n'excède pas les limites de son pouvoir est souveraine et échappe à la censure de la Cour de cassation. Mais si au lieu d'expliquer les termes obscurs ou équivoques de leur décision, les juges rétractent celles-ci et portent atteinte à la chose jugée et à des droits acquis, la Cour de cassation a le droit d'annuler la décision interprétative et de restituer à la première son caractère et sa portée (Dalloz, Répert. v^o Cass., n^o 1743. Req., 3 juillet 1889. Dalloz 1890.1.229).

Ce que nous venons de dire montre que la rectification et l'interprétation des jugements sont, du côté des juges, des pouvoirs clairement définis et délimités, du côté des justiciables, des droits également précis.

Or, le droit qu'a un plaideur de faire rectifier une décision en cas d'erreur matérielle ou de la faire interpréter en cas d'ambiguïté, devient pour lui une obligation si, en exécutant cette décision telle qu'elle a été rendue, il s'expose à causer un dommage.

Lorsque, volontairement et dans le but de profiter de l'erreur manifeste ou de l'ambiguïté du jugement, ou par simple négligence, il manque à cette obligation, il commet une faute qui met en jeu sa responsabilité.

Ce n'est pas une faute d'action consistant à obéir à un ordre judiciaire mais une faute d'abstention, d'omission caractérisée par son mauvais vouloir ou son oubli de faire corriger l'erreur ou préciser l'ordre équivoque du juge. Et la responsabilité peut découler aussi bien d'une omission que d'une action.

L'exécutant ne saurait sérieusement invoquer l'autorité de la chose jugée puisque celle-ci n'existait en définitive que sous la réserve de la rectification ou de l'interprétation par le juge. Il ne saurait pas davantage faire valoir avec succès sa bonne foi, car la bonne foi consisterait ici dans l'ignorance du vice du jugement. Or s'agit-il d'une erreur de calcul ?

Nul n'est censé ignorer l'arithmétique ni ne l'ignore quand ses intérêts sont en jeu. S'agit-il d'une autre erreur matérielle tout aussi évidente qu'une erreur de chiffre ? Son évidence même exclut la bonne foi. S'agit-il enfin d'une décision rendue en termes équivoques ? L'ambiguïté est aussi une chose manifeste et elle a été si bien aperçue par l'exécutant qu'il a cru habile de l'utiliser pour agir au delà de l'ordre de justice ; dans cette limite son acte a été, non pas un acte d'obéissance, mais un acte personnel et, par hypothèse préjudiciable, donc générateur de responsabilité.

Pour éviter celle-ci l'exécutant ne saurait enfin faire valoir que son adversaire a subi l'exécution sans protester et sans demander lui-même la rectification ou l'interprétation. La passivité de l'adversaire ne l'exonère pas des conséquences de sa faute et la demande en indemnité formée ultérieurement par la partie exécutée devrait être accueillie. Cette action en indemnité se prescrira par trente ans à compter de l'exécution du jugement.

Peut-être n'est-il pas inutile d'insister sur ce dernier point. La partie perdante a subi sans rien dire l'exécution du jugement matériellement erroné ou rédigé en terme équivoque. Peut-on considérer qu'il s'est alors formé entre elle et l'exécutant un contrat (l'exécutant offrant d'exécuter la décision telle qu'elle est ou telle qu'il la comprend, l'exécuté acceptant

cette offre) qui, faisant désormais la loi des parties, barre à l'exécuté le chemin de l'action en indemnité ? Nous ne le croyons pas.

D'abord il est extrêmement douteux que l'exécuté ait donné un plein et libre consentement ; il est bien plus probable qu'il a cédé à la violence, à la crainte et plus sa passivité a été grande, plus on peut dire que sa volonté a été nulle.

Ensuite, s'il était vrai qu'un tel contrat se fût formé, ne devrait-on pas dire qu'il serait vicié intrinsèquement de la même erreur ou de la même équivoque qui affectait le jugement lui-même ?

L'exécuté ne se trouve donc pas lié par l'exécution vis-à-vis de l'exécutant.

Et il reste que ce dernier a commis une faute dont il doit réparation, si elle lui est réclamée par l'adversaire victime de ses agissements dommageables.

CONCLUSION

La délimitation du domaine de la responsabilité civile, sous l'aspect des rapports de l'individu et du pouvoir judiciaire, s'effectue au moyen du critérium de la personnalité de l'acte.

La personne qui agit en vertu d'une décision judiciaire conserve-t-elle quelque initiative ? sa responsabilité apparaît, le cas échéant, dans la mesure même de cette initiative.

Cette personne perd-elle toute liberté et devient-elle en quelque sorte un agent passif d'exécution de la volonté de la Puissance publique représentée par le juge ? sa responsabilité s'efface.

La jurisprudence s'explique et se justifie dans son ensemble, par cette considération fondamentale. Quand elle s'est trouvée en présence d'une simple autorisation du juge, elle a admis que le bénéficiaire de celle-ci demeure responsable des conséquences dommageables de son acte. Quand elle a été au contraire, mise en face d'un ordre de justice, elle s'est prononcée, sauf certaines restrictions dont nous avons examiné la portée, dans le sens de l'irresponsabilité.

C'est que l'autorisation ne supprime pas l'initiative de l'individu qui reste maître d'agir ou de s'abstenir, tandis que le commandement lui enlève toute liberté.

Mais, afin de préciser la théorie et de donner à la responsabilité individuelle toute la place qui lui revient nous avons établi que l'irresponsabilité de celui qui exécute un ordre de justice n'existe qu'à une double condition, d'abord qu'il y ait un véritable commandement du juge, c'est-à-dire une décision possédant l'autorité de la chose jugée ; ensuite que cette décision ne soit pas entachée d'erreur manifeste, entendue au sens d'erreur matérielle, ou formulée en des termes équivoques.

Il pourrait y avoir faute en effet de la part de la personne qui exécute un tel jugement, si, s'abstenant de demander aux juges qui l'ont rendu, comme elle en a le droit, la rectification de l'erreur commise où l'interprétation du dispositif ambigu, elle cherchait à tourner à son profit le vice évident de la sentence et préjudiciait de la sorte à autrui.

Ainsi donc, la solution du problème ne tient pas tout entière dans une pure et simple opposition, logique et juridique de l'autorisation et de l'ordre de justice. S'il est vrai que l'autorisation laisse toujours à l'individu autorisé la maîtrise de son acte et par suite la responsabilité, il ne suffit pas absolument qu'il y ait un ordre de justice pour que la responsa-

bilité s'évanouisse en toute hypothèse. Encore faut-il que cet ordre, à supposer qu'il se présente vraiment comme tel, c'est-à-dire avec l'autorité de la chose jugée, ne soit pas vicié par une erreur matérielle ou par une disposition insuffisante ou à double sens.

L'erreur n'a pas été voulue par le juge, lequel n'a pas entendu d'autre part que le plaideur profite de l'imprécision de sa pensée ou du vague de ses expressions pour faire tort à qui que ce soit.

On en vient donc, en fin de cette étude, à proposer comme la clef de la matière, la formulé générale et très compréhensive suivante : le principe de la responsabilité ne rencontre de limite que lorsqu'il y a substitution certaine de la volonté de la justice à la volonté du particulier.

Cette substitution dépouille l'individu de tout libre arbitre et le place devant un impératif catégorique.

Si cet impératif n'a pas été émis dans les conditions de certitude que nous avons définies, la personne conserve une certaine faculté d'action qui est le fondement et la mesure de sa responsabilité éventuelle.

Nous ne croyons pas qu'il y ait de meilleure conciliation du principe de l'autorité de la justice, pièce essentielle de l'armature sociale et du principe de la responsabilité individuelle des actes dommageables volontairement commis.

Estimera-t-on que nous avons fait la part trop

large à ce dernier principe ? Nous répondrons alors que nos solutions nous ont été dictées par les principes généraux du droit, pleinement confirmés par la raison.

Nous ajouterons qu'il n'est pas inutile de rappeler ces principes à une époque où le sentiment de la responsabilité personnelle a plutôt besoin d'être réveillé que d'être endormi.

Vu : le Doyen,
BERTHÉLEMY

Vu : le Président de la thèse,
PIÉDELIÈVRE

Vu et permis d'imprimer,
Le Recteur de l'Académie de Paris,
P. APPELL

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.....	5

PREMIÈRE PARTIE

LA QUESTION DE LA RESPONSABILITÉ EN CAS D'ACCOMPLISSEMENT D'UN ACTE AVEC AUTORISATION DE JUSTICE

CHAPITRE PREMIER. — La Jurisprudence.....	12
I. — Première série d'espèces : officiers ministériels empiétant sur les attributions d'autres officiers minis- tériels.....	13
II. — Deuxième série d'espèces : saisie arrêt abusive pratiquée avec autorisation de justice.....	19
III. — Conditions de la responsabilité.....	21
IV. — Evaluation de l'indemnité.....	22
CHAPITRE II. — Appréciation de la jurisprudence.....	24

DEUXIÈME PARTIE

LA QUESTION DE LA RESPONSABILITÉ EN CAS D'ACCOMPLISSEMENT D'UN ACTE EN EXÉCUTION D'UN ORDRE DE JUSTICE

CHAPITRE PREMIER. — La jurisprudence.....	31
I. — Refus d'un administrateur judiciaire d'accepter une mission de séquestre.....	32
II. — Exécution par huissier d'un jugement plus tard réformé.....	34
III. — Notaire ayant procédé à la vente publique d'un fonds de commerce alors que cette vente rentrait dans la compétence du commissaire-priseur.....	37

CHAPITRE II. — Appréciation de la Jurisprudence. La solu- tion.....	44
I. — Autorité de la chose jugée.....	49
1° Jugements de juridiction contentieuse.....	52
2° Jugements de juridiction gracieuse.....	58
3° Jugements d'expédient.....	61
4° Jugements portant condamnation conditionnelle...	66
II. — Erreur manifeste du tribunal et ambiguïté des termes du jugement.....	70
Rectification. Interprétation. Responsabilité.....	74
CONCLUSION.....	91

